



*Original :anglais*

**UPAP/CAT/CS/01/2023 - Doc N°7**

**COMMISSION STRATEGIE (CS)**

**25 et 28 août 2023, Arusha, Tanzanie**

**RAPPORT DE LA TASK FORCE SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ACTEURS DU  
SECTEUR POSTAL ELARGI (ASPE)**

<b>1. Objet</b> Rapport de la Task force sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi	<b>Références/Paragraphe</b> <b>Plan d'action de l'UPAP 2022-2025</b>
<b>2. Décision attendue</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Prendre note du rapport ;</li><li>• Donner des orientations le cas échéant.</li></ul>	

**1. INTRODUCTION**

Le présent document est présenté dans le but d'informer la Commission des activités suivantes de la Task Force qui comprennent également la compilation d'informations et de faits sur l'historique du sujet de l'ouverture qui a été réalisée par le Secrétariat général. Lesdites activités étaient les suivantes :

- a) Réunion de la Task Force de l'UPAP sur l'ouverture de l'UPU
- b) Forum africain sur l'Ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi ;
- c) Participation aux activités de la Task Force de l'UPU.

**2. REUNION DE LA TASK FORCE DE L'UPAP SUR L'OUVERTURE DE L'UPU**

La Task Force de l'UPAP sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi (ASPE) a tenu une réunion consultative le 9 février 2023. Les consultations ont porté sur les points de vue des États membres sur le sujet, et les principaux points des discussions figurent en détail à l'**annexe 2**. La réunion a examiné les points résumés ci-après :

- Le déballage complet de la portée et de la substance de « l'ouverture de l'UPU »
- Le Profilage des risques et atténuation de l'"ouverture" de l'UPU
- La viabilité de la Poste africaine avec « l'ouverture » de l'UPU
- L'UPAP à la recherche de résultats gagnant-gagnant concernant "l'ouverture"
- Les considérations possibles dans l'élaboration du modèle « d'ouverture »
- L'association d'autres parties prenantes nationales dans la discussion sur l'"Ouverture"
- La recherche de consensus par la coopération et la collaboration avec d'autres régions.

## **2.1. Lignes directrices pour la formulation de la position africaine sur « l'ouverture »**

La réunion de la Task Force a proposé les principes ou lignes directrices suivants concernant l'approche du sujet "Ouverture" :

- i. Il est nécessaire de prendre en compte les intérêts de l'Afrique et de parler d'une seule voix ;
- ii. Les OD, les régulateurs et les ministères devraient partager des informations et parler d'une seule voix puisque les décisions prises lors des congrès le sont au niveau gouvernemental ;
- iii. Un résumé devrait être fait sur les réponses soumises par les Etats membres aux questionnaires de l'UPU. Cela permettra à l'UPAP de savoir si tous les Etats membres ont les mêmes points de vue afin de pouvoir élaborer une position africaine ;
- iv. Pour sa part, l'UPAP doit adopter une position africaine sur la question avant le Congrès extraordinaire. Il est nécessaire d'établir un calendrier pour trouver des solutions et réaliser des études d'impact pour chacune des questions en cours de discussion ;
- v. L'UPAP devrait élaborer un questionnaire ou travailler avec celui que l'UPU a fait circuler afin d'élaborer une position pour l'Afrique qui puisse être protégée si elle est considérée comme la meilleure ;
- vi. Un résumé des réponses africaines aux questionnaires devrait être distribué et une analyse devrait être faite afin d'aboutir à une position africaine sur le sujet ;
- vii. Tous les OD sont encouragés à remplir les questionnaires afin de s'assurer qu'il existe un résumé complet pour l'Afrique ;
- viii. Etant donné que chaque Etat membre appartient à au moins une organisation sous-régionale, et que certaines organisations ont déjà commencé à travailler sur des documents de position, l'UPAP

doit obtenir des positions sous-régionales d'autres régions afin de parvenir à une position africaine au lieu de recueillir uniquement les points de vue individuels des Etats membres ;

- ix. L'UPAP devrait avoir un plan pour s'assurer que les voix des communautés économiques régionales sont entendues, en plus de s'adresser aux Etats membres individuels. Par exemple, la CRASA a mené des consultations et est en train de finaliser un document de position avec les points de vue de tous les membres de la CRASA, qui sera soumis à leur prochaine AGA pour examen et approbation ;
- x. La position de chaque organisation sous-régionale devrait être prise en compte en gardant à l'esprit que les points de vue des pays individuels peuvent diverger de la position régionale. Les pays devraient disposer d'une plateforme en tant que sous-régions pour exprimer leurs points de vue et non en tant que pays individuels

### **3. RAPPORT DU FORUM AFRICAIN SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ASPE**

Le Forum africain sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi autour du thème **"Penser global pour un secteur postal durable en Afrique"** s'est tenu en mode virtuel le **19 avril 2023**. Les participants au Forum étaient des acteurs du secteur postal africain, notamment des cadres dirigeants de l'administration, des Autorités de régulation et des Opérateurs désignés, d'autres Unions postales régionales du monde et des experts postaux d'envergure internationale. Le rapport du Forum figure en **annexe 1**. En prélude au Forum, une note conceptuelle mettant en évidence les informations importantes suivantes a été diffusée :

- La définition de « l'ouverture » de l'Union postale universelle (UPU) ;
- La genèse de l'ouverture de l'Union ;
- La création de la Task Force de l'UPAP au sein des structures de gouvernance de l'UPAP et de son mandat jusqu'au Congrès extraordinaire de l'UPU à Riyad, Arabie saoudite ;
- Les objectifs du forum, etc.

#### **3.1. Raison d'être du forum**

La Task Force de l'UPAP a tenu plusieurs réunions consultatives avec les États membres de l'UPAP et les parties prenantes pour solliciter des avis sur la question. Étant donné que les consultations se déroulaient à l'interne en Afrique dans le cadre de l'UPAP, il s'était avéré nécessaire que l'UPAP ait de plus larges perspectives en contactant d'autres régions postales du monde, d'où l'organisation du Forum sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi autour du thème susmentionné.

### **3.2. Objectifs du forum**

Le Forum a pour objectif principal d'accroître la visibilité des incidences sur le secteur postal international de l'ouverture de l'UPU aux ASPE, ainsi que de recenser et d'évaluer les expériences des autres régions postales.

Les objectifs spécifiques du forum étaient les suivants :

- i. permettre aux Etats membres de l'UPAP de poursuivre la réflexion et la recherche sur le thème de l'ouverture en tenant compte des points de vue des acteurs clés du monde ;
- ii. élargir le champ d'information du groupe de travail de l'UPAP chargé de la coordination et de la finalisation de la position africaine sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi ;
- iii. améliorer le niveau de préparation des Etats membres pour le prochain Congrès extraordinaire de l'UPU prévu à Riyad en Arabie Saoudite.

### **3.3. Principales conclusions du Forum**

Les points clés à retenir du Forum sont les suivants :

1. Comment bénéficions-nous de l'ouverture de l'UPU - capter le marché des entreprises perdu au profit des acteurs privés ;
2. Tous les membres ne sont pas au courant des travaux en cours sur l'ouverture de l'UPU ;
3. Les Unions restreintes ont la possibilité et la responsabilité d'informer et d'éduquer les membres sur le sujet afin de s'assurer que tous les pays se prononcent d'une même voix sur le sujet ;
4. Il est important de maintenir le caractère intergouvernemental de l'UPU en définissant clairement les responsabilités de chaque organe ;
5. L'UPU a toujours été ouverte à la coopération avec les ASPE. Le Comité Consultatif (CC) participe déjà aux travaux de l'UPU et d'autres membres s'y joignent ;
6. En ce qui concerne l'ouverture des produits et services de l'UPU, les membres ont des préoccupations concernant l'utilisation des services de l'UPU, par ex. Codes IMPC et formulaires UPU, système de rémunération ;
7. Une analyse d'impact doit être effectuée avant d'ouvrir certains produits et services, par ex. Impact négatif sur l'USO ;
8. Il y a un besoin de réciprocité dans la collaboration avec le secteur privé, par ex. Sur l'interconnectivité et l'interopérabilité, Recherche ;
9. Il est nécessaire de poursuivre les travaux sur le sujet, d'évaluer les avantages et de proposer une feuille de route claire sur l'avenir de l'UPU ;
10. Il est nécessaire de tenir compte des facteurs suivants lorsque les membres abordent le sujet au niveau national :
  - a. Développement social postal ;
  - b. Obligations du pays ;
  - c. Produits et services de l'UPU ainsi que les normes ;
  - d. Politique institutionnelle et gouvernance ;

- e. Intégration de la chaîne logistique et expérience citoyenne ;
  - f. Souveraineté et traités signés.
11. Chaque pays a la liberté d'envisager les services et les secteurs qu'il souhaite ouvrir conformément aux règles de l'OMC, en considérant ce qui est le mieux pour les citoyens tout en maintenant la pertinence de l'UPU ;
  12. Si l'UPU est ouverte, l'équité s'impose pour toutes les parties prenantes impliquées.

#### **4. ACTIVITES DE LA TASK FORCE DE L'UPU**

La Task force de l'UPU a tenu trois (3) réunions, à savoir, lors du CA S3, en juin et juillet 2023. L'axe principal des discussions était le suivant :

##### **a) Chantier N°1 : Cadre institutionnel**

- La Plénière du CA (S3) a approuvé les projets de propositions du Congrès élaborés par la Task Force, y compris les propositions d'amendements aux articles du Règlement général à soumettre au quatrième Congrès extraordinaire, malgré quelques détails qu'il restait à finaliser.
- La TF de l'UPU doit finaliser ces détails restants et demander l'approbation du président du CA concernant le dossier à soumettre au Congrès extraordinaire.

##### **b) Chantier N°2 : Produits et services**

- La S3 du CA a également entériné les conclusions sur les revues techniques (WS2) contenues dans le CA 2023.1-Doc10.
- Les membres du CA ont demandé d'y inclure :
  - ✓ un rôle clair du CA consistant à surveiller la mise en œuvre globale de la résolution en ce qui concerne les travaux futurs liés au WS2 et
  - ✓ le principe de réciprocité à appliquer aux OD et aux ASPE, le cas échéant, dans les trois modèles d'interopérabilité à soumettre au Congrès extraordinaire.

##### **c) Chantier N°3 : Poursuite de la réforme**

Dans le Doc 4 du Congrès. Annexe 3, les modifications proposées suivantes ont été mises en œuvre :

- Clarifier l'objectif d'une réforme continue pour s'assurer que l'UPU soutient ses Pays-membres et ses principales parties prenantes ;
- Prendre note que l'organe proposé travaillera avec d'autres organes compétents de l'Union, selon qu'il conviendra ;
- Ajouter que toute proposition du Congrès doit être accompagnée d'évaluations d'impact, le cas échéant.
- Congrès-Doc 4 et les propositions connexes ont été publiées sur le site Web de l'UPU en août 2023 ;
- Des tournées virtuelles du Congrès extraordinaire avec des unions restreints sont prévues fin août et début septembre 2023.

La Task Force de l'UPAP se réunira après la 41<sup>ème</sup> session du CA pour discuter des propositions du CA et élaborer un guide sur la question pour les décideurs lors du Congrès extraordinaire.

## **5. DECISION ATTENDUE**

La Commission est priée de prendre note du rapport et de donner des orientations le cas échéant.



UPAP/CAT/CS/01/2023 - Doc N°7 Annexe 1

## RAPPORT DU FORUM AFRICAIN SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ACTEURS DU SECTEUR POSTAL ELARGI

TENU EN MODE VIRTUEL LE 19 AVRIL 2023

### 6. INTRODUCTION

Le Forum africain sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi autour du thème **"Penser global pour un secteur postal durable en Afrique"** s'est tenu en mode virtuel le **19 avril 2023**. L'objectif dudit Forum était de recueillir les points de vue et les perspectives d'autres régions, à savoir les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe et la Méditerranée. Cet objectif s'inscrit en droite ligne dans les préparatifs de l'UPAP pour l'élaboration d'une position africaine sur le sujet avant le prochain Congrès extraordinaire de l'UPU qui se tiendra du 1<sup>er</sup> au 5 octobre 2023, à Riyad, en Arabie saoudite.

### 7. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

- **Présidente de la Task Force de l'UPAP**

La Présidente, Mme BIKAY MUTLEN Pauline Catherine (Cameroun), a souhaité la bienvenue à tous les participants à la réunion et a exprimé sa gratitude pour l'opportunité qui lui est donnée de présider cette importante réunion qui a déjà suscité des débats dans de nombreux forums, en particulier pendant la période précédant le Congrès d'Abidjan. Elle a remercié le Secrétariat général pour son organisation et a en outre appelé les participants à se sentir libres de contribuer positivement aux délibérations du Forum, ce qui est crucial car sa conclusion aura un impact sur les opérations, etc., des OD. Elle a déclaré la réunion ouverte et le commencement des délibérations de la journée à 09h00 (TU).

- **Secrétaire général de l'UPAP**

Le Secrétaire général a remercié la Présidente, le Bureau, les membres de la Task Force et les participants pour avoir consacré leur temps précieux à la participation au Forum de l'UPAP sur l'ouverture de l'UPU. Il les a remerciés d'avoir travaillé sans relâche et avec diligence pour remplir le mandat de la Task Force.

Il a demandé à chacun de faire preuve d'ouverture d'esprit pour une compréhension et une assimilation optimales des questions à débattre. Il a déclaré que l'objectif principal du Forum était d'accroître la visibilité sur les incidences sur le secteur postal international de l'ouverture de l'UPU aux ASPE, ainsi que de recenser et d'évaluer les expériences des autres régions postales. Il a donc profité de l'occasion pour remercier les

intervenants, qui étaient des experts de différentes régions du monde, à savoir PostEurop, PUMed, APPU et PUASP, pour avoir gracieusement accepté de jouer le noble rôle d'orateurs lors du Forum.

Enfin, il a assuré chacun de la disponibilité du Secrétariat général de l'UPAP à apporter tout le soutien nécessaire aux travaux de la Task Force et a souhaité aux participants de fructueuses délibérations.

## **8. PARTICIPATION**

La réunion a enregistré la participation de hauts fonctionnaires du gouvernement, des autorités de régulation et des opérateurs désignés, d'autres unions postales mondiales régionales et d'experts postaux d'envergure internationale. Plus de 60 participants originaires des États membres suivants de l'UPAP (Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo (RDC), Égypte, Eswatini, Kenya, Lesotho, Libéria, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zimbabwe) étaient présents.

Le Soudan du Sud était également présent.

Les organisations suivantes, Association des opérateurs postaux d'Afrique australe (SAPOA), la Conférence postale des États d'Afrique de l'Ouest (CPEAO) et le Bureau régional de l'UPU pour l'Afrique centrale étaient également présentes.

## **9. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour suivant a été adopté à titre de guide des travaux de la réunion :

- a) Allocution de bienvenue
  - i. Présidente de la TF de l'UPAP sur l'Ouverture de l'UPU, Mme Pauline Catherine Mutlen ;
  - ii. Secrétaire général de l'UPAP, Dr. Sifundo Chief Moyo.
- b) Intervenants avec différents points de vue
  - i. Dr. Sifundo Chef Moyo - Perspectives de l'UPAP ;
  - ii. M. Vincenzo Arelio - Point de vue de PostEurop ;
  - iii. M. William Lee - Point de vue de l'APPU ;
  - iv. Mme Nermin Mohammed Hassan - Perspectives de la PUMed ;
  - v. M. Rajeev Venugopal - Perspective de la PUASP.
- c) Séance de questions et réponses
- d) Clôture

## **10. PRINCIPALES CONCLUSIONS DU FORUM AFRICAIN**

Les points clés à retenir du Forum sont les suivants :

1. Comment bénéficions-nous de l'ouverture de l'UPU - capter le marché des entreprises perdu au profit des acteurs privés ;
2. Tous les membres ne sont pas au courant des travaux en cours sur l'ouverture de l'UPU ;
3. Les Unions restreintes ont la possibilité et la responsabilité d'informer et d'éduquer les membres sur le sujet afin de s'assurer que tous les pays se prononcent d'une même voix sur le sujet ;
4. Il est important de maintenir le caractère intergouvernemental de l'UPU en définissant clairement les responsabilités de chaque organe ;
5. L'UPU a toujours été ouverte à la coopération avec les ASPE. Le Comité Consultatif (CC) participe déjà aux travaux de l'UPU et d'autres membres s'y joignent ;
6. En ce qui concerne l'ouverture des produits et services de l'UPU, les membres ont des préoccupations concernant l'utilisation des services de l'UPU, par ex. Codes IMPC et formulaires UPU, système de rémunération ;
7. Une analyse d'impact doit être effectuée avant d'ouvrir certains produits et services, par ex. Impact négatif sur l'USO ;
8. Il y a un besoin de réciprocité dans la collaboration avec le secteur privé, par ex. Sur l'interconnectivité et l'interopérabilité, Recherche ;
9. Il est nécessaire de poursuivre les travaux sur le sujet, d'évaluer les avantages et de proposer une feuille de route claire sur l'avenir de l'UPU ;
10. Il est nécessaire de tenir compte des facteurs suivants lorsque les membres abordent le sujet au niveau national :
  - g. Développement social postal ;
  - h. Obligations du pays ;
  - i. Produits et services de l'UPU ainsi que les normes ;
  - j. Politique institutionnelle et gouvernance ;
  - k. Intégration de la chaîne logistique et expérience citoyenne ;
  - l. Souveraineté et traités signés.
11. Chaque pays a la liberté d'envisager les services et les secteurs qu'il souhaite ouvrir conformément aux règles de l'OMC, en considérant ce qui est le mieux pour les citoyens tout en maintenant la pertinence de l'UPU ;
12. Si l'UPU est ouverte, l'équité s'impose pour toutes les parties prenantes impliquées.

Un compte rendu contenant le point de vue détaillé de chaque intervenant figure ci-joint en annexe 5 de la 3<sup>ème</sup> version du document sur l'ouverture de l'Union postale universelle (UPU) aux acteurs du secteur postal élargi : genèse et feuille de route.

## 11. PISTES D'ACTION

:

Le rapport du Forum est présenté à la Commission Stratégie et ensuite, à la 41<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP pour qu'elle en prenne note et donne des orientations supplémentaires le cas échéant.

En outre, les résultats du Forum ont été incorporés dans la 3<sup>ème</sup> édition du document Genèse et feuille de route de l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi, qui est présenté (en annexe au présent rapport) à la Commission Stratégie puis à la 41<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP, avant son utilisation lors du Congrès extraordinaire de Riyad en Arabie Saoudite.

## **12. CLOTURE**

### **12.1 Secrétaire général de l'UPAP**

Dans son allocution de clôture, le Secrétaire général de l'UPAP a profité de l'occasion pour remercier tous les membres pour leur participation en grand nombre et leur contribution positive au Forum. Il a en outre remercié les orateurs qui ont présenté des exposés très élaborés et montré leur engagement à tenir leurs promesses pendant l'événement malgré des décalages horaires extrêmes à certains égards et d'autres engagements, notamment des voyages.

Il a également remercié M. Isaac Gnamba Yao, président du Conseil d'Administration de l'UPU pour sa présence ainsi que les représentants des organisations postales sous-régionales africaines à savoir la CPEAO et la SAPOA.

Il a déclaré que les cartes sont maintenant sur la table, ayant franchi la 1<sup>ère</sup> étape de l'élaboration d'une position commune qui garantira que la poste en Afrique s'associe à des organisations bénéfiques et innovantes, étant donné que la poste est obligée de fournir des services universels et une large gamme de produits et services qui peuvent ne pas être facilement quantifiables.

Il a enfin souhaité bonne chance à tous les participants dans la préparation du prochain Congrès extraordinaire de l'UPU.

### **12.2 Présidente de la Task Force**

La Présidente a remercié tous les participants au forum, qui a examiné une question complexe et difficile. Elle a dit que les enjeux étaient importants dans ce dossier puisque d'autres parties prenantes, comme l'OMC, s'y intéressent également. En outre, elle a laissé entendre que l'UPU est déjà ouverte puisque les opérateurs désignés interagissent constamment avec les acteurs privés d'une manière ou d'une autre. Par conséquent, ce forum a aidé les membres à élargir leur compréhension du sujet et, ce faisant, il permettra à l'Afrique de proposer une position claire et consensuelle alors que nous nous dirigeons vers le Congrès extraordinaire en octobre.

En dernière analyse, elle a remercié l'équipe technique de l'UPAP pour avoir aidé le Secrétaire général à organiser un Forum aussi critique.

Sur ces mots, la Présidente a félicité tout le monde pour la participation active et a déclaré clos le Forum à 13h05 (TU).



**OUVERTURE DE L'UPU AUX ACTEURS DU SECTEUR POSTAL ELARGI :  
GENESE ET FEUILLE DE ROUTE**

Une compilation du Secrétariat général de l'UPAP

Arusha, République Unie de Tanzanie

Août 2023

## **1<sup>ERE</sup> PARTIE**

### **LE PROBLEME ET SON CONTEXTE**

## **1<sup>ERE</sup> PARTIE : OUVERTURE DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE (UPU) AUX ACTEURS DU SECTEUR POSTAL ELARGI**

### **1. Contexte**

L'Union postale universelle (UPU) est une organisation intergouvernementale et institution spécialisée des Nations Unies chargée des services postaux internationaux. Elle compte 192 Pays membres. C'est le principal forum de coopération entre les acteurs du secteur postal pour assurer un véritable réseau universel de produits et de services de pointe. L'adhésion à l'UPU est assurée par les Etats.

### **2. STRUCTURE DE GOUVERNANCE DE L'UPU**

L'UPU est composé de quatre organes, à savoir le Congrès, le Conseil d'administration (CA), le Conseil d'exploitation postale (CEP) et le Bureau international (BI). La structure de gouvernance de l'UPU se présente comme suit : -

#### **a) Le Congrès**

Il constitue l'organe suprême décisionnel de l'UPU qui se réunit tous les 4 ans en session ordinaire ;

- i) Réunit les Plénipotentiaires chargés du secteur postal ;
- ii) Examine et adopte les projets de modification de la Constitution, du Règlement général, de la Convention et des Accords ;
- iii) Approuve la Stratégie postale mondiale quadriennale de l'Union et les dépenses de l'Union pour la même période ;
- iv) Statue sur de nouvelles règles et définit des politiques en matière d'échange international de courrier ;
- v) Elit les dirigeants des organes de l'Union :
  - a. Le Conseil d'administration (CA) et le Conseil d'exploitation postale (CEP) ;
  - b. Directeur général et Vice-directeur général du Bureau international (BI).

#### **b) Le Conseil d'administration (CA)**

Il s'agit d'un organe de l'UPU composé de 41 pays-membres (élus) qui assure la continuité des travaux de l'Union entre les Congrès ;

- i) organe de contrôle, de régulation, d'administration et de législation ;
- ii) composé de hauts fonctionnaires et des autorités de régulation
- iii) approuve les propositions du CEP pour l'adoption de règlements ou de nouvelles procédures ;
- iv) approuve le budget et les comptes biennaux de l'UPU ainsi que les mises à jour annuelles de la stratégie ;
- v) assure la promotion et la coordination de l'assistance technique entre les Membres.

### **c) Le Conseil d'exploitation postale (CEP)**

Cet organe de l'UPU est composé de 48 Pays-membres élus pour statuer sur des questions techniques et opérationnelles ;

- i) les représentants sont en majorité des opérateurs désignés ;
- ii) Il a pour objectif d'aider la poste à moderniser et à actualiser son offre de produits et services ;
- iii) traite des volets opérationnels, économiques et commerciaux de l'activité postale ;
- iv) recommande aux pays-membres des normes technologiques, opérationnelles ou autres relevant de ses compétences.

### **d) Le Bureau international (BI)**

Le Bureau international, dirigé par le Directeur général et le Vice-directeur général, assure la fonction de secrétariat de l'Union en apportant un soutien logistique et technique aux organes de l'UPU. A ce titre, il assure les fonctions ci-après :

- i) il fait office de bureau de liaison, d'information et de consultation et promeut la coopération technique entre les membres de l'Union ;
- ii) le BI joue également un rôle de chef de file dans des domaines, notamment l'application de la technologie postale par l'intermédiaire de son Centre de technologie postale, le développement des marchés postaux grâce à des domaines de croissance potentiels tels que le publipostage et les EMS, et le contrôle de la qualité du service à l'échelle mondiale ;
- iii) les coordonnateurs régionaux sur le terrain renforcent la capacité du BI à aider les postes des pays en développement de manière plus efficace en assurant la supervision de la planification, de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des projets de développement postal dans leurs régions respectives.

### **e) Le Comité consultatif (CC)**

Le Comité consultatif est constitué de membres des acteurs du secteur postal élargi (organisations non gouvernementales, fournisseurs de biens et services, entités de transport, entités philanthropiques, entités de développement financier, organisations de la société civile etc.).

Il rend compte actuellement aux plénières du CA et du CEP. Il travaille avec ces organes par l'entremise de différentes commissions et groupes de travail.

Ses travaux sont encadrés par six (6) chapitres thématiques identifiés pour compléter la structure et orienter son action au cours du cycle du Congrès d'Abidjan, selon le schéma ci-après :

- i) politique & régulation ;
- ii) fret et transport ;
- iii) douanes et sécurité des produits ;

- iv) adressage et marketing direct ;
- v) commerce électronique ;
- vi) services financiers postaux.

**Les fonctions du CC** conformément à l'article 121 du Règlement général sont les suivantes : - -

- i) examiner les documents et les rapports du CA et du CEP ;
- ii) mener et participer à des études sur des enjeux d'importance pour les membres du CC ;
- iii) examiner les problèmes d'intérêt pour le secteur postal et élaborer des rapports y relatifs ;
- iv) contribuer aux travaux du CA et du CEP, notamment en soumettant des rapports et des recommandations et en formulant des avis à la demande des deux Conseils ;
- v) faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du CA et, lorsque ses questions ont un intérêt pour le CEP, sous réserve d'examen et de commentaires par le CEP.

**NB :** De plus amples informations sur le Comité consultatif sont disponibles à l'**annexe 1**

## **2<sup>EME</sup> PARTIE**

### **DEFINITION DE L'OUVERTURE**

**2<sup>EME</sup> PARTIE : EN QUOI CONSISTE L'OUVERTURE DE L'UPU ?**

## 1. Introduction

L'ouverture consiste à intégrer formellement les acteurs du secteur postal élargi (ASPE) dans le système de l'UPU. L'intégration peut prendre différentes formes, notamment : -

- i) intégrer les ASPE dans la structure de gouvernance de l'UPU ;
- ii) permettre aux ASPE de participer aux activités et aux réunions de l'UPU ;
- iii) accorder aux ASPE des droits à la prise de décision ;
- iv) donner aux ASPE l'accès aux produits et aux services ;
- v) participer au financement de l'UPU.

## 2. Résolutions du Congrès de Doha (2012) sur la thématique de l'ouverture

- a) La **résolution C 6/2012 du Congrès de Doha** prévoyait la réalisation d'une étude en vue d'élaborer une politique définitive sur les conditions d'accès :
  - i) des opérateurs non désignés aux codes du Centre de Traitement du Courrier International,
  - ii) ainsi qu'aux autres produits de l'UPU, notamment les applications du système postal international (IPS et IPS Light) et POST\*Net,
  - iii) pour encadrer ces conditions d'accès de manière rationnelle, dans le respect des principes de transparence et d'efficacité.
- b) La **résolution C 7/2012 du Congrès de Doha** :
  - i) mener un audit complet des offres de produits et de services de l'UPU afin d'évaluer les risques et les avantages de donner aux acteurs externes du secteur postal élargi l'accès à des produits et services spécifiques,
  - ii) élaborer les règles et principes directeurs applicables à chaque produit et service que l'UPU entend mettre à la disposition des ASPE.
- c) **L'audit des produits et services de l'UPU lors du CA d'octobre 2014** a débouché sur :
  - i) l'identification des produits et services de l'UPU ;
  - ii) l'identification des parties prenantes potentielles de l'industrie ;
  - iii) l'évaluation des risques et des avantages de donner aux ASPE l'accès à des produits et services spécifiques ;
  - iv) l'élaboration de règles et de principes éventuellement applicables pour chaque produit et service susceptible de faire l'objet d'ouverture par l'UPU.

## 3. La résolution C 10/2016 du Congrès d'Istanbul (2016)

La politique d'accès des acteurs du secteur postal élargi aux produits et services de l'UPU a été présentée avec les éléments suivants :

- i) l'accès des acteurs du secteur postal élargi aux produits et services de l'UPU devra concourir à l'accomplissement du mandat de l'UPU, notamment dans les domaines de :
  - a. la coopération et des échanges entre les parties prenantes,
  - b. la satisfaction des besoins sans cesse changeants de la clientèle,
- ii) Les acteurs du secteur postal élargi : qui sont-ils?
  - a. Clients, fournisseurs postaux, prestataires de services de la chaîne logistique (par exemple, douanes, compagnies aériennes et autres transporteurs) et
  - b. Les opérateurs non désignés souhaitant utiliser les produits, services et le réseaux de l'UPU dans des conditions prédéfinies,
- iii) Les acteurs du secteur postal élargi permettent de répondre aux demandes des clients dans un contexte de hausse fulgurante des volumes de paquets et de colis du commerce électronique si les opérateurs désignés coopèrent avec eux.

#### 4.1 Décision du Congrès

- i) Adopte la politique générale d'accès des acteurs du secteur postal élargi aux produits et services de l'UPU
- ii) Charge le CA de procéder à l'approbation et le suivi de la mise en œuvre de la politique d'accès.  
(Proposition 20, Commission 3, 2ème réunion)

### 5 Le Congrès d'Abidjan (2021) et le mandat d'ouverture de l'UPU

Une proposition d'ordre général sur la « **Poursuite de la réforme et l'ouverture de l'Union aux acteurs du secteur postal élargi** » a été soumise au Congrès d'Abidjan.

- i) **Les résolutions C11/2021 et C12/2021 du Congrès d'Abidjan :**
- ii) chargent les organes de l'Union de poursuivre les réflexions sur les différentes propositions en vue de « **la poursuite des réformes et l'ouverture de l'Union aux acteurs du secteur postal élargi** » ; et
- iii) de tenir « un Congrès extraordinaire en 2023 afin de procéder à l'examen des propositions relatives à la poursuite de l'ouverture de l'Union.

### **3<sup>EME</sup> PARTIE**

#### **ACTIVITES DE LA TASK FORCE**

### 3<sup>EME</sup> PARTIE ACTIVITES ET LIVRABLES DE LA TASK FORCE (TF)

#### 1. CADRE INSTITUTIONNEL ET STRUCTURE DE GOUVERNANCE

Une Task Force a été créée par le Conseil d'administration et chargé de la mise en œuvre du mandat du Congrès ;

- i) Les termes de référence de la TF ont été validés par le CA ;
  - a. Les Etats-Unis et de l'Algérie ont été désignés co-présidents de la TF ;
- ii) Son mandat a été traduit en livrables spécifiques et regroupé en 3 axes de travail :
  - a. Cadre institutionnel ;
  - b. Produits et services ;
  - c. Continuité des réformes.

##### 1.1 Analyse comparative avec d'autres institutions du système des Nations Unies

Le BI a mené des travaux de comparaison de l'UPU avec d'autres institutions du système des Nations Unies, à savoir :

- a. l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
- b. l'Organisation maritime internationale (OMI) ;
- c. l'Union internationale des télécommunications (UIT) ;
- d. l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
- e. l'Association internationale du transport aérien (IATA) ;
- f. l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).
- i) Toutes les institutions disposent **d'un organe suprême** équivalent au Congrès de l'UPU
- ii) Les autres institutions disposent **d'un organe directeur** tandis que l'UPU compte 2 organes directeurs (le CA et le CEP)
- iii) Alors que les autres institutions comptent **plusieurs autres membres non gouvernementaux**, l'UPU n'en compte que 15+ (membres du Comité consultatif).

##### 1.2 Paramètres de l'ouverture de l'Union

L'ouverture de l'Union est régie par cinq paramètres :

- i) **Intégration dans l'organisation** – Dans quelle mesure les ASPE doivent-ils être intégrés dans l'UPU ?
- ii) **Ouverture à l'admission dans la structure** – Dans quelle mesure doit-il être facile de devenir membre de l'UPU ?
- iii) **Contribution au financement de l'organisation** – Quel devrait être le niveau de contribution au financement de l'UPU par les ASPE ?

- iv) **Capacité de prise de décision au sein de la structure** – Quelle capacité de prise de décision devrait avoir les ASPE ?
- v) **Utilisation des produits et services de l'organisation** – Dans quelle mesure les produits et services de l'UPU doivent-ils être ouverts aux ASPE ?

Une analyse de la situation actuelle de l'UPU par rapport aux paramètres ci-dessus a été effectuée par rapport à d'autres organisations du système des Nations Unies, comme illustré dans les conclusions reprises en **Annexe 2**.

## **2. PRODUITS ET SERVICES**

La Task Force, en consultation avec le Bureau international, a dressé une liste provisoire de produits et services susceptibles d'être ciblés pour une ouverture en vue du Congrès de 2023.

### **2.1 Principes généraux d'accès aux produits et services de l'UPU**

Voici les principes généraux approuvés par les Congrès d'Istanbul (2016) et d'Abidjan (2021) :

- i) maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'UPU ;
- ii) aucun avantage injuste pour un groupe ou un acteur individuel ;
- iii) délimitation claire des responsabilités et des rôles de toutes les entités concernées ;
- iv) gestion, contrôle et intégration transparents de la chaîne logistique postale ;
- v) réciprocité d'interconnexion avec d'autres réseaux d'acteurs, le cas échéant ;
- vi) paiement des acteurs du secteur postal élargi pour l'accès aux produits et services de l'UPU ;
- vii) besoin avéré des acteurs du secteur postal élargi à des produits et services spécifiques de l'UPU ;
- viii) mécanismes de sécurité appropriés en place pour assurer la protection et la confidentialité des données.

La politique d'accès aux produits et services de l'UPU par les acteurs du secteur postal élargi adoptée par le Congrès d'Istanbul en vertu de la Résolution C10/2016 du Congrès est jointe en **Annexe 3**.

### **2.2 Produits et services accessibles de l'UPU**

Par le biais du Congrès d'Istanbul C10/2016, l'accès à certains produits et services a été approuvé pour les acteurs du secteur postal élargi, notamment :

- i) les solutions .POST ;
- ii) les solutions de gestion de la chaîne logistique postale de l'UPU ;
- iii) les solutions de paiement postal Post\*Net Finance ;
- iv) le système mondial de surveillance (GMS) ;
- v) la solution en ligne d'analyse et de rapport de carbone (OSCAR) ;

- vi) le service « Train Post » ;
- vii) le service de compensation « UPU\* Clearing ».

### **2.3 Autres produits et services déjà ouverts aux acteurs du secteur postal élargi :**

- i) Normes de l'UPU - Disponible à l'achat sans restriction ;
- ii) Solutions d'adressage – Disponibles à l'achat sans restriction ;
- iii) Certification et conformité EDI - certaines compagnies aériennes participent au projet de conformité, et davantage de compagnies aériennes ou d'autres partenaires sont libres de s'y joindre ;
- iv) Accès au soutien du Bureau international - logistique, location de salles et de locaux.

### **2.4 Mandat du Congrès d'Abidjan (2021) sur l'accès aux produits et services**

La **résolution C11/2021** du Congrès d'Abidjan charge le CA d'examiner certaines grandes catégories de services et de solutions de l'Union pour voir dans quelle mesure ils ont été ouverts à d'autres acteurs. Il s'agit notamment de :

- i) listes d'adresses et de contacts ainsi que d'autres documents et publications de l'Union ;
- ii) l'appui au Bureau international ;
- iii) toute autre manifestation ou réunion organisée dans les locaux qui ne fait pas partie de du programme régulier de l'Union ;
- iv) projets de renforcement des capacités ;
- v) projets de coopération technique ;
- vi) services de conseil à la demande gérés par l'Union.

### **2.5 Autres produits et services susceptibles d'être rendus accessibles aux ASPE**

La Task Force a dressé une liste d'autres produits et services devant faire l'objet de des travaux de la commission 2 du CA :

- i) l'accès aux solutions de l'UPU en vue de l'amélioration de l'interopérabilité et de l'interconnexion des infrastructures.
- ii) les solutions du système GMS, à savoir. GMS Edge, GMS Stream, GMS Enterprise ;
- iii) la sécurité postale - certification normes S58/59 ;
- iv) l'outil de recherche de marchandises dangereuses (DGST) ;
- v) les codes IMPC ;
- vi) les solutions de rémunération ;
- vii) les solutions d'adressage.

#### **a) Avantages de l'adhésion à l'UPU**

- i) l'expertise et les conseils d'acteurs privés ;
- ii) l'interopérabilité des réseaux ;

- iii) les synergies issues de la technologie ;
- iv) l'amélioration de l'efficacité du réseau postal ;

#### **b) Droits et avantages pour les membres du CC**

Les membres assistent aux réunions de l'Assemblée générale du CC et bénéficient des avantages suivants :

- i) les membres du CC assistent aux réunions plénières du CA/CEP en qualité d'observateurs ;
- ii) accès aux documents, publications et bases de données de l'UPU (tels que définis par le CA et le CEP) ;
- iii) Accès aux produits et services de l'UPU ouverts aux ASPE ;
- iv) éligibilité pour parrainer des pause-café/réceptions lors des réunions de l'UPU afin d'améliorer leur visibilité ;
- v) formuler des commentaires aux commissions et groupes de travail du CEP/CA sur les six chapitres thématiques identifiés, à savoir :
  - a. politique & régulation ;
  - b. fret et transport ;
  - c. douanes et sécurité des produits ;
  - d. adressage et marketing direct ;
  - e. Commerce électronique
  - f. services financiers postaux.

#### **c) Faiblesses de la structure/disposition actuelle.**

- i) Le CC participe aux travaux de l'UPU par le biais du CA et du CEP sans droit de décision au niveau suprême.

## **2.6 ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES ET CONSULTATIONS PAR LA TASK**

### **FORCE**

La Task Force a tenu plusieurs réunions ;

- i) des réunions ont eu lieu avec des représentants d'acteurs du secteur postal élargi ;
- ii) questionnaire sur la réforme institutionnelle envoyé à toutes les parties prenantes pour donner leur avis ;
- iii) équipe d'experts de la C2 du CA évaluant les produits et services rendus accessibles aux ASPE pendant le cycle d'Istanbul et d'autres produits et services qui pourraient être rendus accessibles ;
- iv) une conférence s'est tenue pendant la S2 du CA sur le thème « **Transformer et moderniser l'UPU - Ouverture aux acteurs du secteur postal élargi** »

## **4<sup>EME</sup> PARTIE**

### **ATTENTES DES PARTIES PRENANTES**

## **4<sup>EME</sup> PARTIE : ATTENTES DES ACTEURS DU SECTEUR**

### **1. Introduction**

L'ouverture de l'Union aux acteurs du secteur postal élargi devrait avoir à la fois des avantages et des inconvénients pour les différentes parties prenantes du secteur.

#### **1.1 Etats membres de l'UPU**

Les Etats membres de l'UPU attendent de l'ouverture de l'Union ce qui suit :

- i) bénéficier du partage de technologie du secteur privé ;
- ii) augmentation des investissements dans le secteur ;
- iii) coordination accrue avec les autres acteurs du secteur postal ;
- iv) amélioration du partage des données et de l'interconnectivité du réseau ;
- v) bénéficier du renforcement des capacités et de l'expertise des acteurs privés ;
- vi) réduction des coûts d'exploitation ;
- vii) partage de la prestation et du financement de l'OSU.

#### **1.2 Les acteurs du secteur privé**

Les ASPE s'attendent à tirer les avantages suivants :

- i) accès aux documents, publications et bases de données de l'UPU ;
- ii) utilisation des systèmes et outils technologiques de l'UPU ;
- iii) accès au réseau de l'UPU ;
  - a. infrastructure logistique ;
  - b. réseau Internet ;
- iv) participer à la prise de décision au sein de l'Union.

## **2. SITUATION DE LA GOUVERNANCE SECTORIELLE AU NIVEAU NATIONAL**

La situation de la gouvernance du Secteur au niveau des Pays membres varie d'un pays à l'autre, mais voici le cadre général qui prévaut dans la majorité des cas ;

### **2.1 Le rôle du ministère chargé des postes**

Le Gouvernement, en tant que maître d'ouvrage, par l'intermédiaire du Ministère compétent en charge des Postes, exerce les responsabilités suivantes :

- i) Décideur - développer en permanence un cadre politique qui soutient le développement du secteur ; Définir une délimitation claire des fonctions et des pouvoirs entre le gouvernement, l'autorité de régulation, les opérateurs et les clients/consommateurs ;

- ii) Surveiller le secteur et revoir régulièrement la nécessité d'ajustements des politiques et de nouvelles politiques conformément aux tendances dominantes ;
- iii) Intégrer les services postaux dans les programmes nationaux, sociaux, culturels et économiques ;
- iv) Loi postale - définir les cadres institutionnels, juridiques et financiers nécessaires pour permettre aux services postaux d'être liés aux programmes nationaux de développement économique ;
- v) Administration et supervision de la loi postale ;
- vi) Mettre en place une autorité de régulation du secteur postal ;
- vii) Actionnaire de l'Opérateur Désigné.

## 2.2 Le rôle du régulateur postal

L'Autorité de régulation réglemente le secteur postal en procédant comme suit :

- i) superviser le développement des services postaux dans le pays ;
- ii) licences d'opérateurs ;
- iii) approbation du tarif des services réglementés ;
- iv) assurer la définition, le financement et la fourniture d'un service postal universel de qualité ;
- v) respect de la loi, des réglementations et de la licence par les opérateurs ;
- vi) promouvoir la concurrence dans le secteur postal - éliminer les opérateurs sans licence et créer des conditions de concurrence équitables ;
- vii) établir des normes et des objectifs de performance de service et entreprendre des audits de performance du secteur ;
- viii) protection des consommateurs ;
- ix) assurer le suivi des activités des acteurs du secteur sur le marché pour garantir le respect des exigences réglementaires, statutaires et de licence ;
- x) Promouvoir et soutenir les activités de recherche et de développement dans le secteur postal

## 2.3 Le rôle de l'Opérateur Désigné.

L'opérateur désigné est normalement mis en place pour assurer des services postaux dans le pays et également assurer la liaison avec les opérateurs désignés d'autres pays. De façon plus précise, il joue les rôles suivants

- i) Assure les services postaux partout au pays, dans les centres ruraux et urbains ;
- ii) Son mandat couvre entre autres responsabilités :
  - a. le respect des obligations de la Convention de l'UPU - poste aux lettres et colis ;
  - b. l'exploitation des boîtes postales et des sacs postaux ;
  - c. l'émission de timbres-poste ;
  - d. la fourniture de services financiers postaux ;
- iii) assure l'obligation de service universel (OSU) ;
- iv) densifie la couverture postale du pays ;
- v) doit introduire des applications technologiques et des services numériques appropriés ;
- vi) offre un rendement raisonnable à l'actionnaire ;

- vii) assure la conformité avec les textes de l'UPU, de l'UPAP et les autres conventions et accords postaux internationaux ;
- viii) responsable de la fourniture des services "réservés"

## **2.4 Le rôle des acteurs du secteur privé**

Il existe un certain nombre d'opérateurs privés autorisés à assurer certains services postaux. Ces acteurs peuvent être soit des opérateurs nationaux, soit des opérateurs internationaux. Ils ont souvent les rôles suivants : -

- i) prestation de services dans les zones de leur choix (zones normalement rentables) ;
- ii) fourniture des services de qualité aux consommateurs ;
- iii) fonctionnement sans expansion du réseau ni objectifs de couverture ;
- iv) pas d'obligation de service universel - fourniture de services en dehors de la zone de services réservée.

### **i) Le rôle du consommateur**

Les bénéficiaires des services postaux sont les consommateurs/citoyens/clients.

- i) Bénéficier de la protection et de la promotion des intérêts des clients et des usagers postaux assurés par les Régulateurs ;
- ii) Exiger un accès raisonnable aux services postaux ;
- iii) S'attendre à un rapport qualité prix et à une concurrence loyale ;
- iv) Avoir accès à des services postaux de bonne qualité.

## **3. EXPLORATION DE LA NATURE DE L'OUVERTURE AU NIVEAU NATIONAL**

Voici les volets possibles qui doivent être explorés lors de l'examen de l'ouverture au niveau national :

- i) L'octroi de licences comme outil pour faciliter l'interopérabilité entre les opérateurs ;
- ii) OSU - sa fourniture et son financement ;
- iii) Normes et objectifs – uniformité et nivellement du terrain de jeu ;
- iv) Accords commerciaux – entre OD et acteurs privés.

### **3.1 Impact sur les pays-membres**

En l'absence d'une étude réalisée pour déterminer l'impact exact sur les Pays membres, les éléments suivants ont été observés et déduits comme étant les effets probables de l'ouverture :

- i) expérience citoyenne améliorée/transparents des services et des produits ;
- ii) amélioration de la coordination entre les acteurs du secteur postal ;

- iii) augmentation de l'écrouissage du marché par les opérateurs privés qui n'ont pas à supporter l'obligation de service universel (OSU) ;
- iv) les BEE auront libre accès à la documentation et au réseau de l'UPU au mépris et probablement en violation des diverses politiques nationales sur les BEE ;
- v) les formulaires de l'UPU destinés au courrier échangé par les opérateurs désignés exécutant les obligations de l'OSU découlant des Actes de l'UPU peuvent être utilisés par des entités appartenant à des acteurs privés ;
- vi) l'ouverture des codes du Centre de traitement du courrier international (IMPC) sans ouvrir l'utilisation des formulaires de l'UPU ouvrira les portes à un accès frauduleux au réseau postal et certains acteurs privés et groupeurs de courrier pourraient émettre de tels formulaires de manière illégale et non réglementée ;
- vii) l'ouverture de l'UPU pourrait empiéter sur l'espace de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) car les dispositions de l'OMC sont les suivantes :
  - a. AGCS - qui donne aux pays la flexibilité de libéraliser les services et les secteurs qu'ils jugent appropriés, fixe des engagements et annule ceux qui ne sont pas conformes à leurs politiques et intérêts nationaux ;
  - b. L'AGCS - a des dispositions spéciales pour les pays en développement afin de sauvegarder leurs intérêts et de les protéger de la concurrence déloyale ;
  - c. Le CA de l'UPU dans son mandat doit tenir compte des évolutions réglementaires internationales telles que celles relatives au **commerce des services et à la concurrence**.

**L'ouverture de l'UPU peut donc créer des écarts et des absences de conformité avec les cadres législatifs internationaux.**

**5<sup>EME</sup> PARTIE**

**RETOUR D'INFORMATION DES ETATS MEMBRES DE L'UPAP :**

**FEVRIER 2023**

## 5<sup>EME</sup> PARTIE : RETOUR D'INFORMATION DES ETATS MEMBRES DE L'UPAP

### 1. RETOUR D'INFORMATION SUITE A LA CONSULTATION DES ETATS MEMBRES

Le groupe de travail de l'UPAP sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi a tenu une réunion de concertation le 9 février 2023. Les consultations ont porté sur les points de vue des Etats membres sur la thématique et les principaux points des discussions sont présentés en détail en **annexe 4** et résumés ci-dessous :

- **« Analyse pointue de la portée et de la teneur de « l'ouverture de l'UPU »**

- a) Les membres doivent savoir si et comment l'UPU doit s'ouvrir. Deux ans se sont écoulés depuis le Congrès d'Abidjan et de nombreuses questions subsistent sur le sujet de l'ouverture ;
- b) Qui en est l'auteur et quels sont les avantages pour le secteur postal en Afrique ? Il y a une contradiction entre le service aux citoyens et les besoins financiers du BI ;
- c) Lors du Congrès d'Abidjan, il a été clairement établi que les deux questions devaient être séparées et que les décisions ne devaient pas être prises pour résoudre les questions relatives à la viabilité de l'UPU en tant qu'institution par le biais de l'ouverture au détriment de la viabilité du réseau postal international ;
- d) Les questionnaires de l'UPU indiquent les réponses qui ont été données concernant la structure organisationnelle interne de l'UPU et le niveau de participation des acteurs privés à la prise de décision ;
- e) Comment les ASPE seront-ils intégrés dans la structure de l'UPU afin que son niveau de prise de décision n'affecte pas négativement les opérateurs désignés ;
- f) La bonne démarche consiste à avoir des représentants des Etats membres qui s'expriment courageusement sur les implications de l'ouverture à la poste africaine. C'est dans cet esprit qu'il faut aller de l'avant pour s'assurer que la voix de l'Afrique est entendue ;
- g) In fine, il est important que nous **maintenions le caractère intergouvernemental de l'Union.**

- **Profil et maîtrise des risques de l'ouverture de l'UPU**

- a) Il est nécessaire d'examiner les risques liés à l'ouverture, qu'ils soient directs ou indirects ;
- b) L'ouverture est-elle bénéfique pour la poste africaine ? La poste africaine existera-t-elle encore dans les 10 à 15 prochaines années après l'ouverture ?

- c) Est-ce le bon moment pour nous d'ouvrir l'UPU compte tenu du niveau de développement de la poste africaine et des défis auxquels nous sommes actuellement confrontés ?
- d) Les Membres doivent bien comprendre l'impact de l'ouverture, notamment sur la prise de décision.
- e) Les études d'impact sont très importantes et il est nécessaire de s'assurer que ces études sont entreprises et que les résultats sont partagés avant le Congrès extraordinaire. L'UPAP devrait entreprendre l'étude d'impact pour nous permettre de connaître les impacts positifs et négatifs de l'ouverture.
- f) Il est également important de noter que l'UPU ne peut pas tout ouvrir en même temps. Il est donc important de procéder étape par étape.

- **La viabilité de la poste africaine suite à l'ouverture de l'UPU**

- a) L'ouverture de l'Union passe obligatoirement par une étude d'impact. Un certain nombre de questions, telles que celles énumérées ci-dessous, doivent être abordées avant l'ouverture :
  - i) Quels seront les impacts de cette ouverture sur les Etats membres ?
  - ii) Quel sera le statut des opérateurs privés membres de l'Union ?
  - iii) L'ouverture est comme un partenariat où chaque partie apporte ce qu'elle a sur la table. Par conséquent, qu'est-ce que ces acteurs privés apporteront à ce partenariat ?
  - iv) Comment l'ouverture affectera-t-elle l'obligation de service universel (OSU) ?
- b) Quels sont les avantages qui découleront de l'ouverture ?
- c) Est-il possible de collaborer avec les acteurs privés tout en maintenant la viabilité de la poste publique ?
- d) En ce qui concerne l'ouverture des services financiers, il est nécessaire de tenir compte de la situation de l'Afrique en examinant tous les aspects pertinents pour déterminer si ce service doit être ouvert ;
- e) En ce qui concerne l'interopérabilité, qui est essentielle en termes de commerce électronique, comment les pays africains assureront-ils l'interconnectivité et l'interopérabilité de manière à ce qu'elles soient bénéfiques pour les OD africains ?

- **L'UPAP vise deS résultats gagnant-gagnant de l'ouverture**

- a) Il est important de noter que l'interopérabilité de la chaîne d'approvisionnement postale impliquera le transfert du travail effectué par les opérateurs publics au fil des ans aux opérateurs privés qui, à ce stade, ne sont pas sûrs de leur contribution potentielle ;
- b) La décision semble être unilatérale, le secteur public donnant beaucoup tandis que le secteur privé reçoit plus et donne moins ;
- c) La composante recherche est également compromise car les données/informations obtenues du secteur privé et du secteur public, qui sont partagées, ne sont pas les mêmes.

- **Éléments envisageables dans la formulation du modèle d'ouverture**

- a) Il peut être nécessaire de faire attention à la manière d'aborder le sujet. Au lieu de l'ouverture, pourquoi ne pas parler de partenariat ?
- b) Les OD doivent faire attention à ce qu'ils ouvrent, car certains organisent déjà des réunions bilatérales avec ces ASPE et s'engagent dans une forme de partenariat ;
- c) Il est important de noter qu'au niveau national, chaque Etat membre collabore déjà avec ces ASPE d'une manière ou d'une autre, puisqu'ils comprennent des commerçants, des transporteurs, des prestataires de services logistiques, des associations de consommateurs, etc. ;
- d) Comment les gouvernements peuvent-ils relever les défis posés par l'ouverture ? Les défis rencontrés sont les suivants :
  - i) L'intensité de la concurrence lorsque les OD sont les seuls à avoir des obligations de service universel ;
  - ii) La réglementation n'est pas encore harmonisée ;
  - iii) Le partage de l'infrastructure et des coûts entre les DO et les acteurs privés ;
  - iv) La fidélisation des clients.

- **Inclusivité du débat sur l'ouverture à d'autres acteurs nationaux**

- a) Les informations qui ont été partagées reflètent-elles l'opinion de toutes les parties prenantes ?
- b) N'est-il pas important que d'autres parties prenantes participent au débat afin d'obtenir un avis complet ?
- c) Les acteurs du secteur postal au sens large ont déjà été admis à l'UPU par le biais du comité consultatif, mais sans droit de vote.

- **La voie du consensus par la coopération et la collaboration avec d'autres régions**

- a) Quelle est la position des autres Unions restreintes sur la question puisque les décisions du Congrès sont prises par consensus ? Il est nécessaire de négocier avec d'autres régions et d'établir comment l'UPAP peut sauvegarder au mieux les intérêts de la poste.
- b) Puisque d'autres organisations sous-régionales sont également saisies de la question, l'UPAP doit se coordonner avec elles pour parvenir à une position africaine unique et harmonisée.

## **2. FORMULATION DE LA POSITION AFRICAINE SUR « L'OUVERTURE »**

- a) Il est nécessaire de prendre en compte les intérêts de l'Afrique et de parler d'une seule voix ;
- b) Les OD, les régulateurs et les ministères devraient partager des informations et parler d'une seule voix puisque les décisions prises lors des congrès le sont au niveau gouvernemental ;
- c) Un résumé devrait être fait sur les réponses soumises par les Etats membres aux questionnaires de l'UPU. Cela permettra à l'UPAP de savoir si tous les Etats membres ont les mêmes points de vue afin de pouvoir élaborer une position africaine ;
- d) Pour sa part, l'UPAP doit adopter une position africaine sur la question avant le Congrès extraordinaire. Il est nécessaire d'établir un calendrier pour trouver des solutions et réaliser des études d'impact pour chacune des questions en cours de discussion ;
- e) L'UPAP devrait élaborer un questionnaire ou travailler avec celui que l'UPU a fait circuler afin d'élaborer une position pour l'Afrique qui puisse être protégée si elle est considérée comme la meilleure ;
- f) Un résumé des réponses africaines aux questionnaires devrait être distribué et une analyse devrait être faite afin d'aboutir à une position africaine sur le sujet ;
- g) Tous les OD sont encouragés à remplir les questionnaires afin de s'assurer qu'il existe un résumé complet pour l'Afrique ;
- h) Etant donné que chaque Etat membre appartient à au moins une organisation sous-régionale, et que certaines organisations ont déjà commencé à travailler sur des documents de position, l'UPAP doit obtenir des positions sous-régionales d'autres régions afin de parvenir à une position africaine au lieu de recueillir uniquement les points de vue individuels des Etats membres ;
- i) L'UPAP devrait avoir un plan pour s'assurer que les voix des communautés économiques régionales sont entendues, en plus de s'adresser aux Etats membres individuels. Par exemple, la CRASA a

mené des consultations et est en train de finaliser un document de position avec les points de vue de tous les membres de la CRASA, qui sera soumis à leur prochaine AGA pour examen et approbation ;

- j) La position de chaque organisation sous-régionale devrait être prise en compte en gardant à l'esprit que les points de vue des pays individuels peuvent diverger de la position régionale. Les pays devraient disposer d'une plateforme en tant que sous-régions pour exprimer leurs points de vue et non en tant que pays individuels ?

**6<sup>EME</sup> PARTIE**

**CONCLUSIONS DU FORUM POSTAL AFRICAIN SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ASPE :  
AVRIL 2023**

## **6<sup>EME</sup> PARTIE : CONCLUSIONS DU FORUM POSTAL AFRICAIN SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ASPE : AVRIL 2023**

Les principales conclusions du Forum en ligne organisé le 19 avril 2023 par l'UPAP sur "l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi autour du thème **"Penser global pour un secteur postal durable en Afrique"** figurent ci-dessous. L'objectif principal du Forum était d'accroître la visibilité sur les incidences sur le secteur postal international de l'ouverture de l'UPU aux ASPE, ainsi que de recenser et d'évaluer les expériences des autres régions postales. Le Forum a enregistré la participation de cinq (5) conférenciers originaires de l'UPAEP, de PostEurope, de l'APPU, de la PuMeEd et de l'UPAP. Les principaux points à retenir du Forum sont énumérés ci-après :

1. Comment bénéficions-nous de l'ouverture de l'UPU - capter le marché des entreprises perdu au profit des acteurs privés ;
2. Tous les membres ne sont pas au courant des travaux en cours sur l'ouverture de l'UPU ;
3. Les Unions restreintes ont la possibilité et la responsabilité d'informer et d'éduquer les membres sur le sujet afin de s'assurer que tous les pays se prononcent d'une même voix sur le sujet ;
4. Il est important de maintenir le caractère intergouvernemental de l'UPU en définissant clairement les responsabilités de chaque organe ;
5. L'UPU a toujours été ouverte à la coopération avec les ASPE. Le Comité Consultatif (CC) participe déjà aux travaux de l'UPU et d'autres membres s'y joignent ;
6. En ce qui concerne l'ouverture des produits et services de l'UPU, les membres ont des préoccupations concernant l'utilisation des services de l'UPU, par ex. Codes IMPC et formulaires UPU, système de rémunération ;
7. Une analyse d'impact doit être effectuée avant d'ouvrir certains produits et services, par ex. Impact négatif sur l'USO ;
8. Il y a un besoin de réciprocité dans la collaboration avec le secteur privé, par ex. Sur l'interconnectivité et l'interopérabilité, Recherche ;
9. Il est nécessaire de poursuivre les travaux sur le sujet, d'évaluer les avantages et de proposer une feuille de route claire sur l'avenir de l'UPU ;
10. Il est nécessaire de tenir compte des facteurs suivants lorsque les membres abordent le sujet au niveau national :
  - i) Développement social postal ;
  - ii) Obligations du pays ;
  - iii) Produits et services de l'UPU ainsi que les normes ;
  - iv) Politique institutionnelle et gouvernance ;
  - v) Intégration de la chaîne logistique et expérience citoyenne ;
  - vi) Souveraineté et traités signés.
11. Chaque pays a la liberté d'envisager les services et les secteurs qu'il souhaite ouvrir conformément aux règles de l'OMC, en considérant ce qui est le mieux pour les citoyens tout en maintenant la pertinence de l'UPU ;
12. Si l'UPU est ouverte, l'équité s'impose pour toutes les parties prenantes impliquées.

**NB :** La version complète du rapport figure en **annexe 5**

## **7<sup>EME</sup> PARTIE**

### **RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES**

## 7<sup>EME</sup> PARTIE : RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

### 1. Introduction

La question de l'ouverture de l'Union postale universelle est importante pour tous les acteurs du secteur postal. Lorsqu'il est correctement géré, le résultat sera un fonctionnement harmonieux du secteur où des opportunités seront disponibles pour les opérateurs désignés afin d'assurer la pérennité de leurs opérations. Lorsque la question n'est pas correctement gérée, le résultat est susceptible d'être une situation chaotique où le secteur fonctionnera de manière sous-optimale entraînant éventuellement l'effondrement de certains opérateurs désignés.

### 2. RECOMMANDATIONS

- i) Les Pays membres africains doivent participer activement aux travaux de la TF de l'UPU sur l'ouverture de l'Union ;
- ii) Les Pays membres doivent participer aux travaux de la **Task Force de l'UPAP** sur l'ouverture de l'UPU, et la **Task Force de l'UPAP** devrait à son tour veiller à ce que les points de vue de l'Afrique soient transmis à la Task Force de l'UPU et assurer le retour d'informations aux membres de l'UPAP ;
- iii) Tous les Pays membres doivent s'efforcer de répondre aux questionnaires pour s'assurer que les opinions africaines soient incorporées dans les analyses finales ;
- iv) Les Etats membres doivent participer à la conférence prévue au cours du CA S2 pour avoir une meilleure compréhension du sujet, de la situation actuelle et des implications des décisions qui seront prises pendant le Congrès extraordinaire de 2023.
- v) Une étude doit être menée pour déterminer l'impact de l'ouverture de l'UPU sur la pérennité des opérateurs désignés et des marchés postaux

### 3. CONCLUSION : PROCHAINES ETAPES & ACTIONS PRECONISEES

Les actions préconisées pour l'avenir sont les suivants :

- i) Les Etats membres doivent continuer à explorer le sujet de l'ouverture et impliquer les principaux acteurs nationaux dans les discussions ;
- ii) Le Secrétariat général de l'UPAP doit s'enquérir auprès des autres Unions restreintes de l'opinion de leurs membres sur le sujet de l'ouverture et recueillir leurs points de vue ;
- iii) Le Secrétariat général de l'UPAP doit organiser en mode virtuel un « **Forum de l'UPAP sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal** » avant le Congrès extraordinaire ordinaire de l'UPU qui se tiendra du 1er au 5 octobre 2023.

- iv) La Task Force de l'UPAP doit diriger la coordination et la finalisation de la position africaine sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi.

**8<sup>EME</sup> PARTIE**

**ANNEXES**

## LE COMITE CONSULTATIF (CC)

<https://www.upu.int/en/Universal-Postal-Union/About-UPU/Bodies/Consultative-Committee>

### 1) Désignation des membres

- Le Comité consultatif est constitué de membres des acteurs du secteur postal élargi (organisations non gouvernementales, fournisseurs de biens et services, entités de transport, entités philanthropiques, entités de développement financier, organisations de la société civile, personnalités de haut niveau du secteur postal, etc.).
- L'adhésion est soumise à l'autorisation ou à la recommandation écrite du pays membre de l'Union dans lequel le candidat est établi ;
- Au 5 septembre 2022, le CC compte 21 membres de différents pays, dont Mail Americas, Mail Alliance, International Post Corporation (IPC), E-commerce Europe, Eurora Solutions, le Forum pour la recherche et le développement des services postaux en Afrique (FRDPA), l'Association latino-américaine des postes et opérateurs postaux privés (ALACOPP), UNI Global Union, Ship2MyID, Global Express Association (GEA), GTS Express, etc.
- Les membres sont tenus de payer une cotisation annuelle en fonction de leur catégorie de membre (Or - 20 000 CHF, Argent - 15 000 CHF, Bronze - 10 000 CHF).

### 2) Fonctions du CC

Conformément à l'article 121 du Règlement général, les fonctions du CC sont les suivantes :

- examiner les documents et les rapports du CA et du CEP ;
- mener et participer à des études sur des enjeux d'importance pour les membres du CC ;
- examiner les problèmes d'intérêt pour le secteur postal et élaborer des rapports y relatifs ;
- contribuer aux travaux du CA et du CEP, notamment en soumettant des rapports et des recommandations et en formulant des avis à la demande des deux Conseils ;
- faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du CA et, lorsque ses questions ont un intérêt pour le CEP, sous réserve d'examen et de commentaires par le CEP.

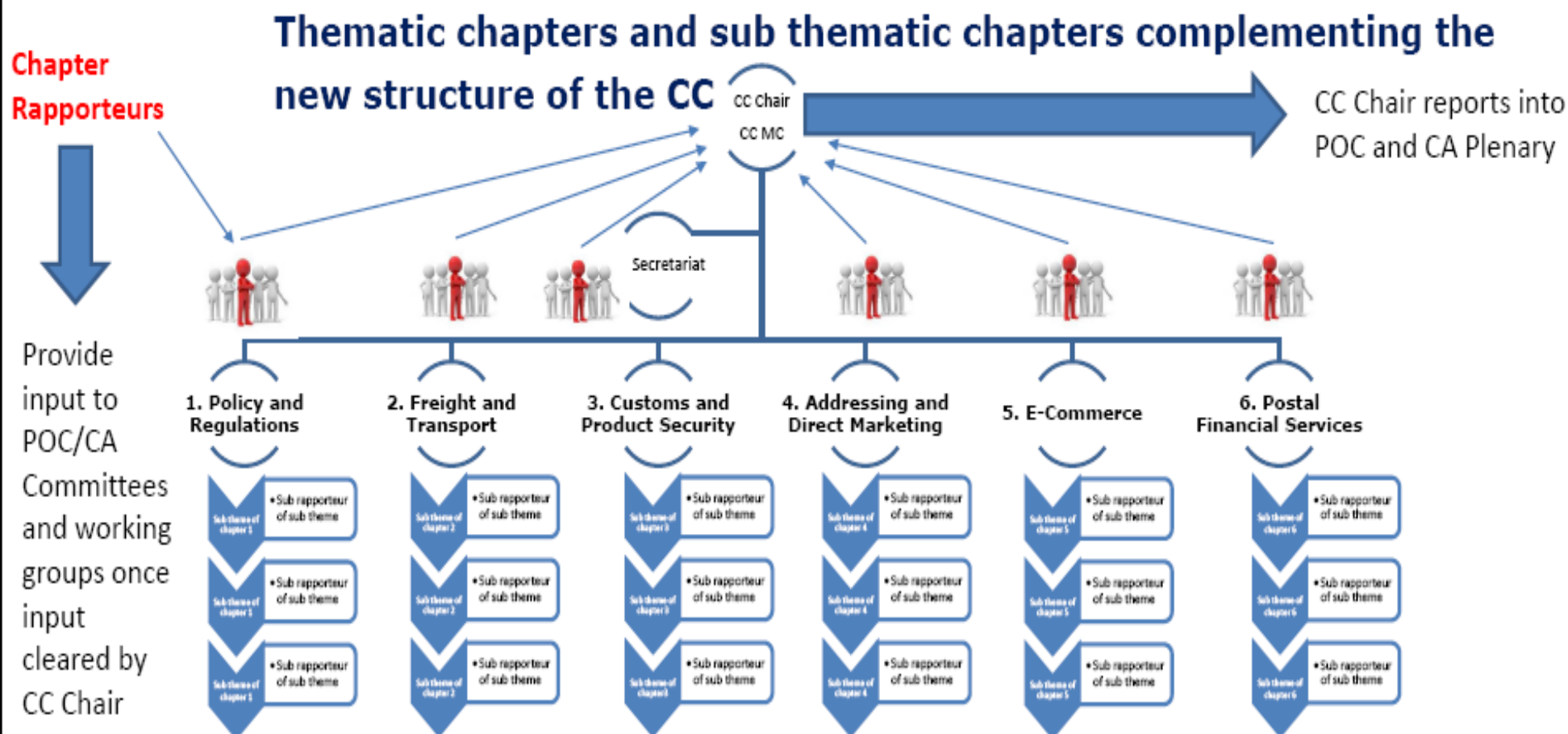
### 3) Structure du CC

Il rend compte actuellement aux plénières du CA et du CEP. Il travaille avec ces organes par l'entremise de différentes commissions et groupes de travail. Six (6) chapitres thématiques ont été identifiés pour compléter la structure et orienter son action au cours du cycle du Congrès d'Abidjan, selon le schéma ci-après :



UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION

## Internal organization



# CA Document - ca\_es\_ouaspe-2-d002

	Parameters to consider regarding the integration of stakeholders from the sector	UPU (since Aug. 2021)		UNWTO		IMO		ITU		ICAO		IATA		WIPO	
		Y/N	Description	Y/N	Description	Y/N	Description	Y/N	Description	Y/N	Description	Y/N	Description	Y/N	Description
Structure	Direct membership into the organization	Yes	Members of the Consultative Committee (CC)	Yes	Affiliate members	Yes	Organizations with a consultative status	Yes	Sector members, associates and academia	Yes	Invited organizations	Yes	IATA membership is open to airlines operating scheduled and non-scheduled air services that maintain an IATA	No	Observers
	Specific body for these stakeholders	Yes	Consultative Committee	Yes	Plenary and Board of affiliate members	No	Organizations will join the meetings of the existing bodies directly	No	Other members participate directly in the different "sectors"	No	Non-governmental organizations can only be invited to "suitable" ICAO meetings	Yes	Assembly and Board composed of airlines	No	Non-governmental organizations can only join as observers at the formal meetings of member states
Decision-making	Decision-making power in the specific body for these stakeholders	Yes	Members of the CC can make decisions on their own organization	Yes	In the Plenary, all Affiliate Members are represented, each having voice and vote	No	No separate body, therefore, no specific decision-making process	Partially	Other members participate directly in the different "sectors".	No	No separate body, therefore, no specific decision-making process	Yes	All member airlines can make decisions	No	No separate body, therefore, no specific decision-making process
	Decision-making power in the Executive Body	No	Restricted to member countries	No	Restricted to member countries	No	Restricted to member countries	No	Restricted to member countries	No	Restricted to member countries	Yes	All member airlines can make decisions	No	Restricted to member countries
Admission	Admission to be approved by the government of the country of origin	Yes	Endorsement from the Government of the State in which the organization is established	Yes	Endorsement from the Government of the State in which headquarters is located	Unknown	N/A	Yes	Endorsement from the Government of the State in which headquarters is located			No	Admission is subject to the organization only	Yes	Observers need to be accredited by the competent authority of their State or the competent representative of their
	Admission to be approved by Executive Body and/or Supreme Body of the organization	No	But the procedure for organization of the CC is established by the CA.	Yes	Provisional admission by the Executive Council and subsequent admission by the General Assembly	Yes	The IMO Council considers applications for consultative status by non-governmental international organizations once a year	No	The application is processed by the Director General's secretariat once approved by the member state			Yes	Approval by the Director General upon the IATA Board of Governors delegation	Yes	Observer status at WIPO is granted by the Assemblies of the Member States of WIPO based on requests presented by the
Products and services	Direct usage of products & services of the organization	Partially	Only for products & services for which a decision to open has been made	Yes	Interactive platform, networks, AM newsletter, use of logo, publications and reports, access to e-library, UNWTO barometer	Yes	Sale of publications and catering and conference services	Yes	Access conditioned on type of membership chosen	?		Yes	Airlines can use the services and so can over 100'000 travel and cargo agents	Yes	Intellectual property services for patents, trademarks and industrial designs.
Funding	Membership fees for membership	Yes	Fees for CC members	Yes	Upon joining, the entity assumes its obligation to pay the prorated portion of the established annual contribution (2'500 €)	Unknown	No fee for the participation of organizations with a consultative status	Yes	Different rates for different types of membership (ranging from 1'987.50 to 31'800 CHF)			Yes	30'000 USD onetime joining fees + USD 12'857 USD yearly fees + variable fee based on volume of traffic	No	No fee for the participation of observers
	Payment for products & services consumed	Partially	Only for products & services for which a decision to charge for the service has been made	Yes	Especially for publications and renting of premises	Yes	For the sale of publications and catering and conference services	Yes	For the sale of publications (e.g. with discounts for members), etc.			Yes	Members pay discounted rates for a wide range of operational services	Yes	Over 90% of the organization's revenues stems from fees that are paid by users of intellectual property services for

## La résolution C 10/2016 du Congrès d'Istanbul - Annexe 1

### Politique d'accès des acteurs du secteur postal élargi aux produits et services de l'UPU

1 L'UPU est l'organisation fondamentale de la poste, de nature intergouvernementale, avec le concept d'une implication plus large du secteur intégré dans sa mission et sa stratégie. L'accès des acteurs du secteur postal élargi aux produits et services de l'UPU contribuera à faire progresser la mission de l'UPU telle qu'énoncée dans sa Constitution. En particulier, cela contribuera à faire progresser la mission de l'UPU dans les domaines de la coopération et de l'interaction entre les parties prenantes, ainsi qu'à assurer la satisfaction des besoins sans cesse changeants des clients. Nous devons reconnaître que le monde postal d'aujourd'hui, avec des volumes de courrier en baisse et des volumes de paquets et de colis du commerce électronique en croissance rapide, est très différent du monde postal d'il y a cinq ou dix ans. Pour répondre aux demandes des clients d'aujourd'hui et de demain et rester pertinents, les opérateurs désignés devront de plus en plus coopérer avec des acteurs du secteur postal élargi. Lesdits acteurs peuvent comprendre les organisations douanières, les fournisseurs postaux, les prestataires de services de la chaîne logistique (par exemple, les douanes, les transporteurs et les compagnies aériennes) et les non-OD.

#### *a Principes généraux*

2 La politique d'accès doit reposer sur plusieurs principes importants :

- maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'UPU ;
- aucun avantage injuste pour un groupe ou un acteur individuel ;
- délimitation claire des responsabilités et des rôles de toutes les entités concernées ;
- gestion, contrôle et intégration transparents de la chaîne logistique postale ;
- réciprocité d'interconnexion avec d'autres réseaux d'acteurs, le cas échéant ;
- paiement des acteurs du secteur postal élargi pour l'accès aux produits et services de l'UPU ;
- besoin avéré des acteurs du secteur postal élargi à des produits et services spécifiques de l'UPU ;
- mécanismes de sécurité appropriés en place pour assurer la protection et la confidentialité des données.

3 La politique cible l'accès aux produits, services et réseaux de l'UPU dans des conditions prédéfinies pour les acteurs du secteur postal élargi impliqués ou souhaitant exercer l'activité postale à l'international. Bien entendu, ces acteurs seront restreints au domaine de participation.

4 Pour rendre les produits et services de l'UPU accessibles à l'ensemble des acteurs du secteur postal, il est impératif que le Conseil d'administration veille à l'ouverture progressive et systématique de l'accès dans le cadre d'une politique d'équité et d'égalité conforme aux principes généraux énoncés au paragraphe 2. Dans le même temps, les responsabilités et obligations des Pays-membres de l'UPU doivent être préservées.

#### *b Mission et clientèle de l'UPU*

5 Conformément à la mission de l'UPU, un groupe de parties prenantes que l'UPU devrait également prendre en considération est la clientèle de l'opérateur désigné pour assurer la satisfaction des besoins changeants des clients. Il peut être possible de mettre certains produits directement à la disposition de ces clients, soit par l'UPU elle-même, soit par l'intermédiaire des membres de l'UPU. Les licences ou les conditions de vente doivent être soigneusement étudiées.

6 Les autres parties prenantes comprennent les prestataires de services de la chaîne logistique, en particulier les douanes, les compagnies aériennes, les transporteurs et les autorités de sécurité, ainsi que les non-OD.

#### *c Produits et services cibles*

7 Compte tenu des différents intérêts des différentes parties prenantes, l'UPU peut donner accès à une ou plusieurs parties des fonctionnalités des produits et services liés aux technologies de l'information développés par le Bureau international de l'UPU et à certaines des normes techniques de l'UPU (telles que les messages EDI). Celles-ci doivent être proposées sur la base des besoins avérés des acteurs susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des services postaux.

262

#### *Annexe 1*

8 En outre, une partie, voire la totalité, des produits informatiques de l'UPU, développés pour soutenir des opérations postales fluides entre opérateurs désignés, peuvent être mis à disposition à la vente ou par le biais d'une licence, compte tenu de la relation de travail entre l'opérateur désigné concerné et la partie tierce (cela peut inclure des opérateurs non désignés).

9 Les produits et services de l'UPU présentent clairement une valeur pour les parties prenantes autres que les Pays-membres de l'UPU et les opérateurs désignés. Au cours du prochain cycle, l'UPU devrait progressivement revoir et ouvrir les catégories de produits et de services les plus susceptibles d'intéresser les acteurs du secteur élargi. Le premier pourrait être les normes de l'UPU.

10 Par conséquent, l'UPU devrait commencer par examiner les conditions d'accès aux normes de messagerie EDI et aux produits liés à l'informatique selon les conditions ci-dessous.

#### *d Conditions générales*

##### *i. Eligibilité et tarification*

11 Différents types de produits et de services peuvent nécessiter des critères d'éligibilité différents. Chaque produit et service doit être examiné en termes d'utilité pour les membres de l'UPU et les autres parties prenantes et les avantages et inconvénients de la disponibilité.

12 Les prix doivent être fixés en fonction des coûts des produits et services afin que l'UPU puisse recouvrer les coûts, y compris éventuellement les coûts de réalisation. Une justification de la fourniture d'un produit ou d'un service à un coût inférieur doit être clairement communiquée dans le cadre de la politique.

13 Les éléments de la politique concernant l'éligibilité, ainsi qu'une structure tarifaire, doivent, en principe, être uniformes pour toutes les parties prenantes du secteur postal élargi. Tous les produits et services actuellement disponibles doivent être revus.

ii. Contrats de vente, de licence, etc.

14 Actuellement, de nombreux produits et services de l'UPU sont disponibles dans le cadre de contrats comportant des conditions générales. Ces documents doivent être soigneusement revus afin que les conditions soient conformes à la nouvelle politique et pour garantir des conditions d'utilisation, de divulgation, etc. harmonisées. Les licences d'utilisation des produits et services doivent également être révisées pour s'assurer que les conditions sont uniformes et conformes à la politique de l'UPU.

15 Une fois les conditions révisées et harmonisées, un ensemble de lignes directrices pour la vente, l'octroi de licences, etc., de nouveaux produits et services devrait être établi. Une pratique exemplaire consiste à établir des contrats types pour les nouveaux produits et services.

*e Mise en œuvre*

16 Le Bureau international ouvrira l'accès aux produits et services identifiés à la suite de l'audit du consultant, en les hiérarchisant en fonction de l'intérêt perçu des acteurs du secteur postal élargi. Chaque catégorie aura été examinée et les parties prenantes potentielles identifiées. Les conditions actuelles seront examinées et harmonisées selon les principes de recouvrement des coûts, de transparence, d'équité et d'ouverture.

*f Suivi et compte-rendus*

17 Une fois qu'un calendrier d'accès aura été établi, le Bureau international surveillera l'ouverture progressive de l'accès et rendra compte des progrès accomplis à chaque session du Conseil d'administration et de ses groupes de projet au cours du cycle suivant.

## COMPTE RENDU DES INTERVENTIONS DES PARTICIPANTS A LA REUNION DE LA TASK FORCE DE L'UPAP DU 9 FEVRIER 2023

- i. **Algérie**
  - ✓ L'Algérie s'est prononcée en faveur d'un résumé des réponses africaines aux questionnaires distribués et de l'utilisation de l'analyse pour élaborer une position africaine sur la question.
- ii. **Cameroun**
  - ✓ Selon la proposition du Cameroun, étant donné que chaque Etat membre appartient à au moins une organisation sous-régionale, et que certaines organisations ont déjà commencé à travailler sur des documents de position, l'UPAP doit obtenir des positions sous-régionales afin de parvenir à une position africaine au lieu de recueillir les points de vue individuels des Etats membres ;
- iii. **Côte d'Ivoire**
  - ✓ En ce qui concerne les recommandations présentées par le SG, en particulier sur les réponses aux questionnaires, un résumé devrait être fait sur les réponses soumises par les Etats membres. Cela permettra à l'UPAP de savoir si tous les Etats membres ont les mêmes points de vue afin de pouvoir élaborer une position africaine.
  - ✓ Les membres doivent savoir si et comment l'UPU doit s'ouvrir.
  - ✓ Au vu des questionnaires de l'UPU, il ressort que les réponses ont été données concernant la structure organisationnelle interne de l'UPU et le niveau de participation des acteurs privés à la prise de décision ;
  - ✓ Les études d'impact sont très importantes et il est nécessaire de s'assurer que ces études sont entreprises et que les résultats sont partagés avant le Congrès extraordinaire. L'UPAP devrait entreprendre l'étude d'impact pour nous permettre de connaître les impacts positifs et négatifs de l'ouverture.
- iv. **Kenya**
  - ✓ Qui est l'auteur de ce projet et quels sont les avantages pour le secteur postal ?
  - ✓ En essayant de répondre à cette question, il est nécessaire de prendre en compte les intérêts de l'Afrique et de parler d'une seule voix ;
- v. **Maroc**
  - ✓ Il est important que nous maintenions le caractère intergouvernemental de l'Union.
  - ✓ Comment pouvons-nous collaborer avec les acteurs privés tout en maintenant la viabilité de la poste publique ?
  - ✓ Pour nous, quels seront les avantages de l'ouverture ?
  - ✓ Quelle est la position des autres Unions restreintes sur la question puisque les décisions du Congrès sont prises par consensus ? Il est nécessaire de négocier avec eux afin déterminer comment nous pouvons sauvegarder au mieux les intérêts de la poste.
  - ✓ En ce qui concerne l'ouverture des services financiers, il est nécessaire de tenir compte de la situation de l'Afrique en examinant tous les aspects pertinents pour déterminer si ce service doit être ouvert ;
  - ✓ Il est nécessaire d'examiner les risques liés à l'ouverture, qu'ils soient directs ou indirects ;
- vi. **Nigeria**

- ✓ Les informations qui ont été partagées reflètent-elles l'opinion de toutes les parties prenantes ? N'est-il pas important de faire participer d'autres parties prenantes au débat afin d'obtenir un avis complet ?
- ✓ Il peut être nécessaire de faire attention à la manière d'aborder le sujet. Au lieu de l'ouverture, pourquoi ne pas parler de partenariat ?
- ✓ Les acteurs du secteur postal au sens large ont déjà été admis à l'UPU par le biais du comité consultatif, mais sans droit de vote.
- ✓ Les OD doivent faire attention à ce qu'ils ouvrent, car certains organisent déjà des réunions bilatérales avec ces ASPE et s'engagent dans une forme de partenariat ;

**vii. Afrique du Sud**

- ✓ Appuie la Côte d'Ivoire en ce qui concerne la synthèse des questionnaires et encourage les OD à les remplir afin de disposer d'une synthèse complète pour l'Afrique.
- ✓ Les OD, les régulateurs et les ministères devraient partager des informations et parler d'une seule voix puisque les décisions prises lors des congrès le sont au niveau gouvernemental ;
- ✓ Il est important de noter que l'interopérabilité de la chaîne d'approvisionnement postale impliquera le transfert du travail effectué par les opérateurs publics au fil des ans aux opérateurs privés dont la contribution éventuelle demeure incertaine pour nous à ce stade. La décision semble être unilatérale, le secteur public donnant beaucoup tandis que le secteur privé reçoit plus et donne moins ;
- ✓ Il y a une contradiction entre le service aux citoyens et les besoins du BI ; Lors du Congrès, il a été clairement établi que les deux questions devaient être séparées et que les décisions ne devaient pas être prises pour résoudre les questions relatives à la viabilité de l'UPU en tant qu'institution.
- ✓ La composante recherche est également compromise car nous n'obtenons pas les mêmes données/informations du secteur privé que celles du secteur public qui sont partagées.

**viii. Sud Soudan**

- ✓ Les Etats membres se montrent très coopératifs lors des réunions, mais ne donnent pas suite à la mise en œuvre requise.

**ix. Sénégal**

- ✓ Il est important de noter qu'au niveau national, chaque Etat membre collabore déjà avec ces ASPE d'une manière ou d'une autre, puisqu'ils comprennent des commerçants, des transporteurs, des prestataires de services logistiques, des associations de consommateurs, etc. ;
- ✓ Ma préoccupation demeure comment les ASPE seront-ils intégrés dans la structure de l'UPU afin que son niveau de prise de décision n'affecte pas négativement les opérateurs désignés ;
- ✓ L'UPAP devrait élaborer un questionnaire ou travailler avec celui que l'UPU a fait circuler afin d'élaborer une position pour l'Afrique que nous allons défendre si elle est considérée comme la meilleure ;
- ✓ En ce qui concerne l'interopérabilité, qui est essentielle en termes de commerce électronique, j'aimerais savoir comment les pays africains garantiront l'interconnectivité et l'interopérabilité, ce qui sera bénéfique pour nos opérateurs désignés.

**x. Tunisie**

- ✓ Deux ans se sont écoulés depuis le Congrès d'Abidjan et de nombreuses questions subsistent sur le sujet de l'ouverture.
- ✓ Pour sa part, l'UPAP doit impérativement adopter une position africaine sur la question avant le Congrès extraordinaire. Il est nécessaire pour nous d'établir un calendrier pour trouver des solutions et réaliser des études d'impact pour chacune des questions en cours de discussion ;
- ✓ Puisque d'autres organisations sous-régionales sont également saisies de la question, nous devons nous coordonner avec elles pour parvenir à une position unique que nous allons par la suite harmoniser avec les autres régions du monde.

**xi. Ouganda**

- ✓ Nous devons bien comprendre l'impact de l'ouverture, notamment sur la prise de décision.
- ✓ L'ouverture est-elle bénéfique pour la poste africaine ? La poste africaine existera-t-elle encore dans les 10 à 15 prochaines années après l'ouverture ?
- ✓ Est-ce le bon moment pour nous d'ouvrir l'UPU compte tenu du niveau de développement de la poste africaine et des défis auxquels nous sommes actuellement confrontés ?
- ✓ Comment les gouvernements peuvent-ils relever les défis posés par l'ouverture ? Les défis rencontrés sont les suivants :
  - le phénomène de la concurrence ;
  - Régulation ;
  - Partage des infrastructures et des coûts ;
  - Fidélisation des clients.

**xii. CRASA**

- ✓ Comment l'UPAP envisage-t-elle de faire entendre la voix des communautés économiques régionales, en dehors des contacts avec les Etats membres ?
- ✓ La CRASA a mené des consultations et est en train de finaliser un document de position avec les points de vue de tous les membres de la CRASA, qui sera soumis à notre prochaine Assemblée générale annuelle pour examen et approbation ;
- ✓ J'aimerais savoir si la position de chaque organisation sous-régionale sera prise en compte en gardant à l'esprit que les points de vue des pays individuels peuvent diverger de la position régionale. La parole sera-t-elle donnée à la SADC pour exprimer nos points de vue et non en tant que pays individuels ?

**xiii. CPEAO**

- ✓ Je voudrais saluer l'esprit de la réunion, au cours de laquelle les Etats membres ont eu le courage de s'exprimer sur les implications de l'ouverture à la poste africaine. Maintenons cet esprit à l'avenir pour faire en sorte que la voix de l'Afrique soit entendue.
- ✓ L'ouverture de l'Union passe obligatoirement par une étude d'impact. Un certain nombre de questions doivent être abordées avant l'ouverture :
  - Quels seront les impacts de cette ouverture sur les Etats membres ?
  - Quel sera le statut des opérateurs privés membres de l'Union ?
  - L'ouverture est comme un partenariat où chaque partie apporte ce qu'elle a sur la table. Qu'est-ce que ces acteurs privés apporteront à ce partenariat ?
  - Comment l'ouverture affectera-t-elle l'obligation de service universel (OSU) ?

- ✓ En outre, nous ne pouvons pas tout ouvrir en même temps. Nous devons procéder étape par étape.

## **RAPPORT DU FORUM AFRICAÏN SUR L'OUVERTURE DE L'UPU AUX ACTEURS DU SECTEUR POSTAL ELARGI TENU LE 19 AVRIL 2023**

L'UPAP a organisé le **19 avril 2023**, un forum en ligne sur l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi autour du thème **"Penser global pour un secteur postal durable en Afrique"**.

L'objectif principal du Forum était d'accroître la visibilité sur les incidences sur le secteur postal international de l'ouverture de l'UPU aux ASPE, ainsi que de recenser et d'évaluer les expériences des autres régions postales. Le Forum a écouté cinq (5) intervenants de l'UPAEP, de PostEurope, de l'APPU, de la PuMeEd et de l'UPAP. Les interventions de chaque orateur sont disponibles ci-après.

### **1 PRÉSENTATION DU POINT DE VUE DE L'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES, DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL (UPAEP).**

#### **1.1 Dr Rajeev Venugopal Directeur général, Relations internationales, Société canadienne des postes (Coprésident du Comité CA 2.)**

Les questions soulignées par les intervenants sont les suivantes :

- La principale faiblesse est que les membres ne comprennent pas le parcours ou le scénario de l'ouverture. Il y a environ 5 ans, l'ouverture de l'UPU aux acteurs du secteur postal élargi était considérée comme une réponse à la pression financière à laquelle l'UPU était confrontée.
- Du Congrès d'Istanbul au Congrès d'Abidjan, l'accent a été mis sur l'adoption d'un changement progressif afin que tous les pays participent activement à ce discours.
- Les travaux sur l'ouverture de l'Union ont été menés par le Kenya et la Belgique en tant que coprésidents de la Commission 2 du CA pendant le cycle, et les discussions sur la question ont été d'actualité lors du congrès d'Abidjan.
- Lors du Congrès d'Abidjan, il a été convenu que la question serait discutée lors d'un Congrès extraordinaire en 2023.
- Après le Congrès de 2021, trois volets de travail avec des échéances différentes ont été créés pour structurer le travail afin de le rendre plus précis et faire avancer le dialogue jusqu'au Congrès extraordinaire comme suit :
  - **Chantier N°1 :**  
Structure organisationnelle - Organigramme de l'Union pendant le Cycle d'Abidjan ;
  - **Chantier N°2 :**  
Produits et services - pour déterminer dans quelles conditions ceux-ci doivent être ouverts ;
  - **Chantier N°3 :**  
Poursuite de la réforme – pour conserver l'ordre du jour de l'Union au-delà du cycle d'Abidjan.
- Les travaux des 3 chantiers devaient être menés sous l'égide du Conseil d'administration. Cependant, une autre Task Force a été créée dans le cadre du CEP, qui a apporté les points de vue des opérateurs désignés ;

- Dans le cadre du Chantier N°1, les changements apportés à la structure organisationnelle seraient minimales, avec une forte volonté des membres de maintenir la nature intergouvernementale de l'UPU en définissant clairement les responsabilités de chaque organe ;
- Alors que d'autres organes de l'ONU ont permis aux membres du secteur privé de participer à la prise de décision, ce n'est pas l'avis des membres de l'UPU dans le processus d'ouverture ;
- Dans le cadre du Chantier N°2, étant donné qu'il y avait de nombreux produits et services à considérer, ils ont été divisés en trois catégories - :
  - **Catégorie N°1** : Il s'agit des produits et services précédemment ouverts par le Congrès d'Istanbul
  - **Catégorie N°2** : Celle-ci concerne le Bureau international qui fournit des services de recherche, des services juridiques, des services de conseil en communication, etc., aux acteurs du secteur postal élargi afin de renforcer la coopération ;
  - **Catégorie N°3** : concerne la promotion de l'interopérabilité entre le secteur postal et les acteurs du secteur élargi (plateau logistique, groupiers, distributeurs, etc.) ;
- Au début, les discussions sur la catégorie N°3 ont créé un débat houleux, concernant en particulier les opérateurs non désignés ayant accès aux codes IMPC, le dédouanement et les taux et systèmes de rémunération de l'UPU ;
- Les opérateurs désignés s'inquiétaient des éventuels effets néfastes de l'ouverture de leur capacité à fournir l'obligation de service universel (OSU) ;
- Certains observateurs ont fait remarquer que certaines des propositions étaient en contradiction avec d'autres accords internationaux régissant le commerce international ;
- Le plus grand risque serait que le secteur privé sélectionne les zones les plus lucratives, laissant l'opérateur désigné avec les zones rurales éloignées où il doit fournir l'obligation de service universel ;
- Il existe encore une grande confusion parmi les États membres sur les avantages qui découleraient de l'ouverture ;
- Les États membres sont confrontés à une myriade de défis tels que la capacité, le personnel, etc., les empêchant de canaliser les ressources vers l'ouverture du dialogue ;
- Les secrétaires généraux des Unions restreintes devraient donc saisir l'opportunité et la responsabilité d'informer et d'éduquer les membres sur le sujet afin de s'assurer que tous les pays s'expriment d'une seule voix sur le sujet compte tenu des ressources limitées dont disposent les États membres ;
- Le Canada s'est engagé à travailler avec tous les États membres, les Unions restreintes et l'UPU pour protéger les intérêts de tous les pays et veiller à ce qu'ils aient voix au chapitre.

## 2 PRÉSENTATION SUR LES PERSPECTIVES DE POSTEUROP

### 2.1 M. VINCENZO AURELIO, responsable des relations avec les organisations des autorités internationales à Poste Italiane, président de PostEurope (Président de la Task Force du CEP de l'UPU POC pour le Groupe de travail de l'UPU)

Les temps forts de sa présentation sont les suivants :

- Le sujet d'ouverture a commencé il y a environ 20 ans et ce n'est pas aussi simple ; lors du Congrès d'Abidjan, il a été décidé de poursuivre les travaux sur la poursuite de la réforme de l'Union ;
- Une Task Force a été créée par le Conseil d'administration pour superviser les travaux ; le mandat de la Task Force de l'UPU sur l'ouverture de l'Union découle de la Résolution C11/2021 du Congrès d'Abidjan relative à la poursuite de la réforme et à l'ouverture de l'UPU à des acteurs du secteur postal élargi ;
- Les travaux de la Task Force découlent également des résolutions C6/2012 et C7/2012 du Congrès de Doha, ainsi que de la résolution d'Istanbul C10/2016 visant à permettre potentiellement l'accès à des produits et services spécifiques de l'Union ;
- Il est nécessaire de maintenir le caractère intergouvernemental de l'UPU en définissant clairement les responsabilités de chaque organe ;
- L'accès aux produits et services de l'UPU par les acteurs du secteur postal élargi pourrait élargir et renforcer la coopération avec les acteurs du secteur postal élargi ;
- Les travaux de la Task Force aboutiront à une proposition d'ouverture soumise et délibérée par le Congrès extraordinaire ;
- Le Conseil consultatif participe déjà aux travaux de l'UPU et d'autres membres le rejoignent ;
- Les États membres sont préoccupés par l'utilisation des installations postales, par exemple les codes IMPC par des acteurs privés et le manque d'analyse d'impact en la matière ;
- Le problème critique affectant les OD est la livraison dans les zones rurales pour remplir l'obligation de service universel, ce qui est coûteux ;
- Les OD collaborent déjà avec les acteurs privés en matière d'interopérabilité. Cependant, il y a besoin de réciprocité ;
- Il y a un besoin de réciprocité dans la collaboration avec le secteur privé, par exemple, sur l'interconnectivité et l'interopérabilité, la recherche, les services financiers, la transformation numérique, etc.,
- PostEurop recommande de poursuivre les travaux sur l'ouverture, notamment la définition d'objectifs clairs, la réalisation d'une évaluation des risques et l'élaboration d'une feuille de route claire au-delà du Congrès extraordinaire de l'UPU en octobre 2023.

### **3 PERSPECTIVES DE L'UNION POSTALE DE L'ASIE-PACIFIQUE (APPU)**

#### **3.1 M. William Lee, Directeur adjoint, Engagement postal international au sein du ministère australien des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts**

M. Lee a fait une présentation PowerPoint soulignant les perspectives de l'Union postale de l'Asie-Pacifique (APPU) comme suit :

##### **a. Aperçu de la Région APPU**

L'APPU compte 32 pays membres, de l'Iran jusqu'aux îles du Pacifique. En 2020, on estime que 26 % du commerce électronique transfrontalier mondial a eu lieu dans la région Asie-Pacifique.

Étendue de la capacité et des capacités postales dans la région :

- Groupe I ;
- 3 Groupe II ;
- Groupe III ;
- 21 Groupe IV.
- 14 membres dans les niveaux 1 et 2 de 2IPD
- Membres des niveaux 7 à 10.

**b. Quelques tendances mondiales**

- Volumes de lettres en baisse.
- L'évolution des besoins des citoyens en commerce électronique (dans certaines régions) et les opportunités émergentes (dans d'autres régions), le commerce électronique devenant une industrie pouvant atteindre 2 milliards de dollars américains d'ici 2030 ;
- Une diversité croissante de fournisseurs commerciaux sur de nombreux marchés nationaux ;
- Pression sur la capacité de Développement social postal à répondre aux besoins des membres et à soutenir une transition ;
- Situation financière difficile pour l'UPU ;
- Complexité croissante pour les opérateurs (par exemple, les exigences en matière de colis) et les gouvernements (réglementation et sécurité, chaînes logistiques résilientes) ;
- Les OD et le secteur commercial sont désormais en concurrence pour les mêmes volumes, en utilisant des environnements réglementaires différents.

**c. Quelques facteurs à considérer**

- Mission de l'UPU : Adoption de normes communes équitables et utilisation de la technologie ;
- Mission de l'UPU : Coopération et interaction entre les parties prenantes ;
- Mission de l'UPU : Satisfaction des besoins changeants des clients ;
- Mission de l'UPU : Coopération technique efficace (et assistance) ;
- Mission de l'UPU : Les pays forment un territoire postal unique pour l'échange réciproque des envois postaux ;
- Mission de l'UPU : Un territoire unique de réseaux interconnectés ;
- Développement social postal ;
- Obligations des pays membres ;
- Produits et services de l'UPU (et normes) ;
- Souveraineté et interactions des traités ;
- Gouvernance institutionnelle ;
- Intégration de la chaîne logistique et expérience citoyenne ;
- NOTRE FUTUR - Objectifs de développement durable.

#### d. Questions clés

- **Chantier 1**

Quelle est la meilleure structure de gouvernance qui garantit que l'UPU et ses Pays-membres bénéficient de la meilleure expertise et expérience disponibles ?

- **Chantier 2**

Comment les pays membres peuvent-ils tirer le meilleur parti des nouvelles opportunités et répondre aux attentes changeantes des services postaux ?

- **Chantier 3**

- À quoi ressemble l'UPU du futur pour votre pays et votre région, et comment tous les membres garantissent-ils un processus de prise de décision et de mise en œuvre inclusifs dans un délai qui correspond à la demande ?
- Comment la politique gouvernementale nationale est-elle élaborée dans votre pays ?

#### e. Les discussions de la région APPU

La Région a indiqué que les solutions devraient :

- Adopter une approche étape par étape ;
- Procurer des bénéfices à tous ;
- Offrir une expérience citoyenne de qualité (centrée sur le citoyen) ;
- Offrir des solutions rentables ; et
- Offrir une certitude aux pays membres et à l'industrie.

## 4 PRESENTATION DE L'UNION POSTALE POUR LA MEDITERRANEE ET PERSPECTIVE EUROPEENNE

### 4.1 Mme Nermin Hassan, chef de la division de la Coopération internationale à la poste égyptienne et présidente de PUMed ainsi que coprésidente de la Commission 2 du CA.

L'axe principal de sa présentation était le suivant :

- PUMed partage les mêmes circonstances et préoccupations avec l'Afrique et d'autres régions sur l'OSU et l'inclusion financière. Par conséquent, il n'était pas nécessaire de répéter ce dont les autres orateurs avaient déjà parlé, mais plutôt de complimenter les orateurs précédents.
- **La résolution C11** confirme 3 grands principes qui sont :
  - a) Maintenir la mission de l'UPU de stimuler la fourniture de services postaux efficaces et de bonne qualité afin de faciliter la communication entre les habitants du monde ;
  - b) Maintenir le caractère intergouvernemental de l'UPU ;
  - c) Une analyse approfondie s'impose puisque ce sujet touche 192 pays du monde.
- Personne ne devrait être autorisé à détruire le travail accompli par l'Union au cours des 150 dernières années sans une étude et une analyse claire.
- PUMed s'engage à respecter ces principes ;

- **Concernant le Chantier N°1**, une structure de gouvernance bien équilibrée doit être créée pour le Comité consultatif.
  - Une étude menée par l'UPU aux premiers stades de l'ouverture comparant l'Union avec d'autres agences des Nations Unies, par exemple l'UIT, l'OACI... a montré que l'UPU se situe au milieu du graphique indiquant qu'elle s'est déjà ouverte dans une certaine mesure ;
  - Par conséquent, la poursuite de l'ouverture doit être juste, équilibrée et garantir une situation gagnant-gagnant pour tous ainsi que le respect des 3 principes ci-dessus **conformément à la Résolution C11** ;
- Lors de l'examen technique, l'équipe d'experts a exclu les codes IMPC, les formulaires de l'UPU et la rémunération des produits et services à ouvrir ;
- Nous ne pouvons pas mettre les OD avec obligation de service universel, prestation de service aux citoyens (social) et réglementés dans la même catégorie avec les opérateurs privés dont l'objectif est commercial, axé sur le client et orienté vers le profit. Il est donc difficile d'obtenir une situation gagnant-gagnant pour tout le monde dans ce cas ;
- Les ASPE se sont adressés à l'UPU pour demander l'accès à certains produits et services
- Nous devons veiller à ce que l'UPU soit ouverte de la bonne manière. L'enjeu est d'ouvrir un secteur régulé par l'État aux acteurs commerciaux privés ;
- Afin d'équilibrer la situation, il faut une relation commerciale d'affaires équitable
- Au cours des 5 à 6 dernières années, beaucoup de ressources et de temps de l'Union ont été consacrés aux discussions sur l'ouverture. Dans le même temps, il y a eu des périodes difficiles en raison des guerres, des récessions, de la pandémie de COVID-19, etc. qui ont affecté négativement la chaîne logistique ;
- Le secteur postal a également été durement touché, ce qui a entraîné une baisse des volumes de courrier à l'échelle mondiale, affectant tous les pays de l'UPU, quel que soit le groupe auquel ils appartiennent.

## 5 PRESENTATION SUR LES PERSPECTIVES DE L'AFRIQUE

### 5.1 Dr. Sifundo Chief Moyo, secrétaire général de l'Union panafricaine des postes

Le SG de l'UPAP a fait une présentation PowerPoint sur le sujet dont les temps forts sont les suivants :

#### a. Implication de l'ouverture

L'ouverture fait référence à l'intégration formelle des acteurs du secteur postal élargi (ASPE) dans le système de l'UPU ;

L'intégration peut prendre différentes formes à savoir entres autres : -

- Intégrer les ASPE dans la structure de gouvernance de l'UPU ;
- Permettre aux ASPE de participer aux activités et réunions de l'UPU ;
- Donner aux ASPE le droit de prendre des décisions ;
- Permettre l'accès aux produits et services aux ASPE ;

- Demander leur participation au financement de l'UPU.

#### **b. Déballage supplémentaire de la portée et de la substance de l'"ouverture de l'UPU"**

- Comment va-t-on ouvrir l'UPU compte tenu des interrogations qui se posent encore sur le sujet 2 ans après le Congrès d'Abidjan
- Qui soutient ce programme et quel en est l'avantage pour nos entreprises.
- Convolution entre le service aux citoyens et les besoins du BI dans le débat sur l'ouverture.
- Comment les ASPE sont-ils intégrés dans la structure de l'UPU afin que son niveau de prise de décision n'affecte pas négativement les opérateurs désignés.
- Il est important que nous maintenions la nature intergouvernementale de l'Union.

#### **c. Profilage des risques et atténuation de l'ouverture de l'UPU**

Il est nécessaire de prendre en compte les risques de l'ouverture – à la fois les risques directs et indirects :

- L'ouverture est-elle bonne pour la poste africaine ? La poste africaine existera-t-elle encore dans les 10 à 15 prochaines années après son ouverture ?
- Est-ce le bon moment pour nous d'ouvrir l'UPU compte tenu du niveau de développement de la poste africaine et des défis auxquels elle est actuellement confrontée ?
- L'incidence de l'ouverture doit être comprise, en particulier concernant la prise de décision.
- Une étude d'impact est nécessaire pour s'assurer que les résultats sont analysés et partagés avant le Congrès extraordinaire
- Nous ne pouvons pas non plus tout ouvrir en même temps. Nous devons le faire étape par étape.

#### **d. Évaluation de la viabilité de la poste africaine en cas d'"ouverture de l'UPU"**

Ouvrir l'Union sans faire une étude d'impact n'est pas une option

- Plusieurs questions doivent être posées avant l'ouverture :
- Quel sera l'incidence de l'ouverture sur les États membres ?
- Quel sera le statut des Opérateurs Privés qui seront admis dans l'Union ?
- L'"ouverture" est comme une association où chaque partie apporte ce qu'elle a sur la table. Qu'est-ce que ces acteurs privés vont apporter à ce partenariat ?
- Comment l'ouverture affectera-t-elle l'obligation de service universel (OSU) ?
- Quels bénéfices allons-nous tirer de cette ouverture ?
- Comment collaborer avec les acteurs privés tout en préservant la pérennité de la Poste Publique
- En ce qui concerne les services financiers, nous devons d'abord examiner tous les aspects pertinents compte tenu de la situation en Afrique
- En ce qui concerne l'interopérabilité, qui est essentielle en termes de commerce électronique, comment les pays africains assureront-ils que l'interconnectivité et l'interopérabilité profitent à nos opérateurs désignés ?

#### **e. Considérations importantes dans l'élaboration du modèle d'ouverture**

- Une plus grande attention est nécessaire sur la façon dont nous abordons le sujet. Au lieu de s'ouvrir, pourquoi ne pas opter pour le partenariat ?
- Les OD doivent faire attention à ce qu'ils ouvrent puisque certains ont déjà des réunions bilatérales avec ces ASPE et concluent des sortes d'accord.
- Au niveau national, chaque État membre collabore déjà d'une manière ou d'une autre avec ces acteurs du secteur postal élargi puisqu'ils comprennent des commerçants, des transporteurs, des prestataires de logistique, des associations de consommateurs, etc.
- Comment le gouvernement peut-il intervenir pour relever les défis posés par l'ouverture ? Certains des défis sont :
  - Concurrence ;
  - Régulation ;
  - Partage de l'infrastructure et des coûts ;
  - Fidélité du consommateur.

#### **f. Inclusivité du débat sur l'"Ouverture"**

- Association d'autres parties prenantes au débat sur l'"Ouverture" ;
  - Les informations partagées reflètent-elles l'opinion de toutes les parties prenantes ?
  - Il est important que toutes les autres parties prenantes nationales soient amenées à bord pour parvenir à une conclusion globale. ex. industrie et commerce, douanes, PME ;
  - L'admission des acteurs du secteur postal élargi à l'UPU par le biais du Comité consultatif, bien que sans droit de vote, n'est-elle pas suffisante ?
- Parvenir à un consensus, coopérer et collaborer avec d'autres régions.
  - Comme d'autres organisations sous-régionales sont également saisies de la question, une coordination est nécessaire pour arriver à une position africaine unique en harmonie avec les autres régions.
  - La position des autres unions restreintes sur la question doit être obtenue puisque les décisions du Congrès sont prises par consensus afin d'établir comment nous pouvons protéger au mieux les intérêts de la Poste, à l'échelle mondiale.